

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS

à partir du 1^{er} de chaque mois
 France et Algérie : Un an... 25 fr.
 — Six mois... 14 fr.
 Étranger (U.-P.) : Un an... 32 fr.
 — Six mois... 18 fr.

Paraissant le Vendredi

Rédacteur en chef : Edmond THÉRY

PRIX DE CHAQUE NUMÉRO :

France : 0 fr. 50 — Étranger : 0 fr. 60

Adresse télégraphique : Éconopéen-Paris

INSERTIONS

Ligne anglaise de 5 centimètres
 Annonces en 7 points..... 2 50
 Réclames en 8 points..... 4 »
 Ce tarif ne s'applique pas aux annonces
 et réclames d'émission.
 TÉLÉPHONE : Central 46-61

N° 1370. — 53^e volume (23)

Bureaux : 50, rue Sainte-Anne, Paris (2^e Arr^e)

Vendredi 7 Juin 1918

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'Émission de l'Europe (En millions de francs)

DATES	Encaisse métallique		Circulation fiduciaire	PRINCIP. CHAPITRES				Taux de l'escompte
	Or	Argent		C/cour et dépôts particuliers	Portefeuille	Avances s'valeurs mobilières	escompte	
FRANCE — Banque de France								
1914 23 juillet...	4.104	640	6.912	943	1.541	739		3½
1918 23 mai.....	5.382	256	27.073	3.162	2.167	951		5
1918 30 mai.....	5.382	254	27.303	3.340	2.205	942		5
1918 6 juin.....	5.409	254	28.012	3.611	2.480	960		5
ALLEMAGNE — Banque de l'Empire								
1914 23 juillet...	1.696	146	2.364	1.180	939	63		4
1918 7 mai.....	2.932	150	14.753	8.571	16.972	8		5
1918 15 mai.....	2.932	151	14.756	9.689	18.183	8		5
1918 23 mai.....	2.932	151	14.625	9.167	17.501	9		5
ANGLETERRE — Banque d'Angleterre								
1914 29 juillet...	1.004	»	197	1.055	841	»		3
1918 16 mai.....	1.543	»	1.249	3.346	2.638	»		5
1918 23 mai.....	1.566	»	1.256	3.190	2.433	»		5
1918 30 mai.....	1.586	»	1.276	3.382	2.662	»		5
DANEMARK — Banque Nationale								
1914 31 juillet...	410	»	219	24	94	15		6
1918 28 février..	243	3	466	82	60	18		5
1918 30 mars....	259	4	492	85	63	16		5
1918 30 avril....	258	3	487	139	78	16		5
ESPAGNE — Banque d'Espagne								
1914 30 juillet...	543	706	1.919	498	446	170		4½
1918 11 mai.....	2.052	704	2.951	915	455	404		4½
1918 18 mai.....	2.053	707	2.936	924	461	394		4½
1918 25 mai.....	2.061	709	2.927	997	498	406		4½
HOLLANDE — Banque Néerlandaise								
1914 25 juillet...	340	17	652	10	185	130		3½
1918 27 avril....	1.524	15	1.967	96	106	323		4½
1918 4 mai.....	1.516	15	2.041	106	147	358		4½
1918 11 mai.....	1.516	16	2.000	122	140	316		4½
ITALIE — Banque d'Italie								
1914 31 juillet...	1.105	89	3.086	245	586	471		5½
1918 20 mars....	837	79	6.828	1.420	768	628		5
1918 30 mars....	837	79	7.014	1.452	784	626		5
1918 10 avril....	837	79	7.109	1.503	765	618		5
ROUMANIE — Banque Nationale								
1914 18 juillet....	154	1	414	14	237	47		5½
1917 15 juillet....	493	0	1.696	157	295	49		5
1917 22 juillet....	493	0	1.717	154	296	49		5
1917 29 juillet....	494	0	1.730	141	296	53		5
RUSSIE — Banque de l'Etat								
1914 21 juillet...	4.270	197	4.358	698	1.049	518		5½
1917 14 octobre..	3.456	413	46.107	6.773	38.552	4.859		6
1917 21 octobre..	3.456	445	47.621	6.720	39.701	4.391		6
1917 29 octobre..	3.453	475	48.965	6.723	41.803	4.592		6
SUEDE — Banque Royale								
1914 31 juillet...	146	8	320	109	236	41		5½
1918 28 février..	329	3	784	146	314	164		6½
1918 30 mars....	361	3	883	180	374	195		7
1918 30 avril....	361	3	861	139	335	168		7
SUISSE — Banque Nationale								
1914 23 juillet...	180	19	639	51	94	20		3½
1918 7 mai.....	377	56	698	105	301	35		4½
1918 15 mai.....	376	56	681	102	276	35		4½
1918 23 mai.....	376	57	672	103	272	32		4½

REVUE DES CHANGES ET CHRONIQUE MONÉTAIRE

Change de Paris sur (papier court)

	Pair	16 juillet 1914	8 mai 1918	15 mai 1918	22 mai 1918	29 mai 1918	5 juin 1918
Londres.....	25.224	25.174	27.155	27.155	27.155	27.155	27.155
New-York....	518.25	516 »	570 »	570 »	570 »	570 »	570 »
Espagne.....	500 »	482.75	797 »	797 »	801 »	800.50	815 »
Hollande....	208.30	207.56	»	»	286 »	283.50	288.50
Italie.....	100 »	99.62	63.25	63 »	62.75	65.25	60.50
Pétrograd...	266.67	263 »	»	»	»	»	»
Suède.....	138.89	138.25	»	»	194.50	194.50	196.50
Suisse.....	100 »	100.03	137.50	140.50	140.50	141 »	144 »
Canada.....	518.25	»	»	»	»	560 »	»

Valeur en or à Paris de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	Unités	16 juillet 1914	8 mai 1918	15 mai 1918	22 mai 1918	29 mai 1918	5 juin 1918
Londres.....	100 liv.	99.82	107.66	107.66	107.66	107.66	107.66
New-York....	» dol.	99.56	109.99	109.99	109.99	109.99	109.99
Espagne.....	» pes.	96.55	159.40	159.40	160.20	160.10	163 »
Hollande....	» flor.	99.64	»	137.29	137.77	136.09	138.49
Italie.....	» lire.	99.62	63.25	63 »	62.75	62.25	60.50
Pétrograd...	» rbl.	98.62	»	»	»	»	»
Suède.....	» cou.	99.46	»	140.04	141.48	140.04	141.48
Suisse.....	» fr.	100.03	137.50	140.50	140.50	141 »	144 »
Canada.....	» dol.	»	»	»	108.06	»	»

Changes de Londres sur : (chèque)

	Pair	16 juillet 1914	7 mai 1918	14 mai 1918	23 mai 1918	28 mai 1918	4 juin 1918
Paris.....	25.224	25.184	27.155	27.155	27.155	27.155	27.155
New-York....	4.86	4.871	4.76	4.76	4.76	4.76	4.76
Espagne.....	25.22	25.90	17.13	16.99	16.90	16.67	16.69
Hollande....	12.109	12.125	9.775	9.655	9.475	9.505	9.39
Italie.....	25.22	25.268	42.80	43.15	43.25	43.45	43.55
Pétrograd...	94.58	95.80	»	»	»	»	»
Portugal....	53.28	46.19	29.25	29.25	31 »	»	»
Scandinavie..	18.15	18.24	14.07	13.95	13.77	13.90	13.90
Suisse.....	25.22	25.18	19.83	19.50	19.23	19.15	18.79

Valeur en or à Londres de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	Unités	16 juillet 1914	7 mai 1918	14 mai 1918	23 mai 1918	28 mai 1918	4 juin 1918
Paris.....	100 fr.	100.14	92.88	92.88	92.88	92.88	92.88
New-York....	» dol.	99.90	102.15	102.15	102.15	102.15	102.15
Espagne.....	» pes.	96.64	147.24	148.45	149.24	151.30	151.12
Hollande....	» flor.	99.87	123.86	125.39	127.78	127.38	128.94
Italie.....	» lire.	99.82	58.93	58.45	58.32	58.04	57.91
Pétrograd...	» rou.	98.77	»	»	»	»	»
Portugal....	» mil.	86.69	54.89	54.89	58.18	60.53	58.18
Scandinavie..	» cou.	99.56	129.06	130.18	131.88	130.64	130.64
Suisse.....	» fr.	100.17	127.19	129.34	131.16	131.71	134.23

La semaine sous revue est caractérisée par une reprise générale des changes neutres. Tous, sans exception, clôturent sur des cours sensiblement plus hauts qu'il y a huit jours et sur une tendance ferme qui ne permet guère d'espérer une prochaine amélioration.

Le record est toujours détenu par l'Espagne. Le 29 mai, nous avions laissé de côté la cote de la piastre à 8,01, en baisse appréciable sur le cours de la veille, où elle s'était inscrite à 8,08 1/2 et de l'avant-veille, où elle avait haussé jusqu'à 8,14. Dès le 30 mai, elle remontait à 8,09 et le 3 juin elle se trouvait portée à 8,21, ce qui représente une prime de près de 64 1/4 %. Le 4 juin, elle retombait à 8,15 et elle clôtura à ce même niveau le 5. L'amplitude et l'irrégularité de ces variations suf-

fiens pour en indiquer le caractère purement spéculatif. Nous n'ajouterons rien à ce que nous avons dit mainte et mainte fois à ce sujet, sinon qu'une utilisation meilleure des possibilités d'action des Alliés sur l'Espagne nous permettrait, sans doute, d'obtenir d'autres résultats. Le règlement des importations de minerais espagnols est maintenant assuré, par le Trésor, sur les crédits ouverts en vertu de l'accord du 6 mars dernier, dans les mêmes conditions que celui des importations de vins. La Banque de France délivre des chèques, en pesetas, à 5 centimes au-dessous du cours moyen de la piastre, la veille du jour où la demande lui en est faite. Ces chèques sont établis à l'ordre du créancier espagnol, et les demandes doivent être apostillées par le Secrétaire du bureau interallié d'achats en Espagne. Les importateurs peuvent régler dans ces conditions non seulement l'achat mais aussi le transport des minerais.

Le change hollandais a passé de 2,83 1/2 à 2,88 1/2 entre le 29 mai et le 5 juin. Dans cette même huitaine le franc suisse a progressé de 3 centimes, passant de 1,41 à 1,44. Aussi bien en Hollande qu'en Suisse, les événements militaires qui se déroulent sur notre front ont amené un point d'arrêt dans les spéculations courantes sur les devises des belligérants. Toutes sont en baisse sensible et la liquidation de positions insuffisamment garanties a pesé sur le marché ces derniers jours. Les devises germanique et austro-hongroise semblent plus atteintes que celles de l'Entente. A Genève, le Berlin et le Vienne se traitaient respectivement, le 5 juin, 76,20 et 45,90, ce qui représente, pour la huitaine, une dépréciation de 2,51 % pour le mark et 2,86 % sur la couronne. Le Paris se négociait aux mêmes dates 69,25, contre 70,90, et le Londres, 18,77, contre 19,26. Les billets de banque sont de nouveau recherchés par suite de la fermeture de la frontière ; le billet français se négocie avec un écart de 5 à 6 centimes au-dessus du prix du chèque. Une dépêche de Berne annonce que le Conseil fédéral a décidé d'interdire l'exportation des billets de banque suisse.

Les changes scandinaves ont suivi un mouvement parallèle à celui des autres devises neutres. La couronne suédoise clôture à 1,96 1/2, en progrès de 2 centimes sur son cours du 29 mai. La couronne norvégienne gagne également 2 points 1/2, à 1,82, par rapport à son cours du 30 mai ; elle n'avait pas été traitée le 29. Enfin la couronne danoise, après huit jours d'interruption, a reparu à la cote le 31 mai à 1,78, et le 3 juin à 1,79 1/2. Elle n'a pas été inscrite mardi, ni mercredi. — Après six mois de négociations, un nouvel accord économique vient d'être conclu entre les gouvernements britannique et suédois. Les renseignements officiels font encore défaut en ce qui concerne les détails de l'arrangement. Toutefois, d'après les câblogrammes de Stockholm, l'accord serait mis en vigueur le 1^{er} juin et se traduirait, d'une part, par la mise à la disposition des Alliés de 400.000 tonnes de tonnage suédois, d'autre part, par l'envoi à la Suède d'articles d'alimentation et de matières premières nécessaires à son industrie. Cet arrangement, comme celui conclu il y a trois mois, contiendrait des stipulations visant le contrôle des envois de minerais et d'articles d'alimentation de Suède en Allemagne. Les exportations de minerais de fer à destination de ce dernier pays seraient réduites de six millions de tonnes à trois millions et demi ou quatre millions au maximum par mois. Le traité serait valable pour six mois avec faculté de prolongation automatique. Le Morning Post, de Londres, croit savoir qu'il comprend, en outre, des dispositions spéciales concernant le change. — Une mission danoise est, en ce moment, à Washington

pour y négocier l'échange de produits américains contre du tonnage danois.

Dans les changes alliés, il n'y a guère à signaler que la nouvelle dépréciation du change italien. La lire a encore fléchi de 2 centimes et clôture faible à 60 1/2. En vue d'enrayer cette baisse et, si possible, d'améliorer un peu les cours, l'Institut national des Changes négocie, sous les auspices du gouvernement italien, pour s'assurer des concours sur les marchés de Paris et de Londres. On place de nouveaux bons italiens à Londres en ce moment. Une opération en préparation à Paris pourrait avoir aussi de bons résultats très prochainement. C'est le 2 juin qu'a été mise en vigueur la nouvelle réglementation, dont nous avons parlé la semaine dernière, relative au contrôle des importations. — Aucun changement sur le Londres et le New-York.

Cours des changes de New-York sur :

	Pair	16 juillet 1914	7 mai 1918	14 mai 1918	21 mai 1918	28 mai 1918	4 juin 1918
Paris	5.184	5.167	5.71 1/2	5.71 1/2	5.71 1/2	5.71 1/2	5.71 1/2
Londres	4.86 1/2	4.87 1/2	4.76 3/4	4.76 3/4	4.76 3/4	4.76 3/4	4.76 3/4
Berlin (1)	95.28	95.06	"	"	"	"	"
Amsterdam	40.195	"	48.	48 3/4	50	49 1/2	49 5/8

Valeur en or à New-York de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	Unités	16 juillet 1914	7 mai 1918	14 mai 1918	21 mai 1918	28 mai 1918	4 juin 1918
Paris	100 fr.	100 27	90 68	90 71	90 74	90 68	90 64
Londres	100 liv.	100 19	97 91	97 91	97 91	97 91	97 91
Berlin	4mk.	99 67	"	"	"	"	"
Amsterdam	100 fl.	"	119 42	121 28	121 39	123 15	123 46

Changes sur Londres à (Cours moyen du mardi)

	15 juillet 1914	14 mai 1918	21 mai 1918	28 mai 1918	4 juin 1918
Valeurs à vue					
Alexandrie	97 21/32	97 7/16	97 7/16	97 7/16	97 7/16
Pétrograd	95 80	"	"	"	"
Rio-de-Janeiro	15 7/8	12 27/32	12 15/16	12 15/16	12 29/32
Valparaiso	9 3/4	17 1/16	16 11/16	16 29/32	17 27/32
Cable transfert					
Bombay	1.3 31/32	1.6 1/32	1.6 1/32	1.6 1/32	1.6 1/32
Calcutta	1.3 31/32	1.6 1/32	1.6 1/32	1.6 1/32	1.6 1/32
Hong-Kong	1.10 5/16	3.1 1/2	3.1 1/2	3.1 1/2	3.1 7/8
Shanghai	2.5 3/4	4.6 .	4.5 3/4	4.6 .	4.6 1/4
Buenos-Ayres (or.)	47 11/16	52 1/2	51 3/4	51 3/4	51 1/2
Montevideo	51 3/32	65 .	64 3/4	64 3/4	64 .
Singapour	2.3 15/16	2.4 1/64	2.4 3/32	2.4 9/64	2.4 5/32
Yokohama	2 0 3/8	2.2 7/32	2.2 5/16	2.2 3/8	2.2 7/16

Variations du mark à

	23 avril 1918	30 avril 1918	7 mai 1918	14 mai 1918	21 mai 1918	28 mai 1918	4 juin 1918
New-York (1) (pair : 95 3/8)	"	"	"	"	"	"	"
Amsterdam (pair : 59 3/8)	"	"	"	"	"	"	"
Cours	40 35	40 75	39 60	38 75	38 80	39 85	38 30
Parité	68 09	68 76	68 82	65 39	65 47	67 24	64 63
Perte %	31 91	31 24	33 18	34 61	34 53	32 76	35 37
Genève (pair : 123 47)	"	"	"	"	"	"	"
Cours	82 45	81 95	79 90	79 30	80 27	79 20	76 80
Parité	66 78	66 38	64 72	64 29	65 02	64 15	62 91
Perte	32 22	33 62	35 28	35 77	34 98	35 85	37 79

Le change sur Vienne à Genève est coté 46 80, c'est-à-dire que la perte de la couronne est d'environ 55 43 %.

Métaux précieux et Escompte hors banque à Londres.

	4 déc. 1917	4 janv. 1918	4 fév. 1918	4 mars 1918	4 avril 1918	4 mai 1918	4 juin 1918
Cours de l'or	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9
Cours d'argent	42 3/4	44 3/4	43 1/4	42 1/2	45 1/2	49 1/8	48 7/8
Escompte hors banque	4 25/32	4 .	4 1/32	3 19/32	3 9/16	3 17/32	3 1/2

(1) Depuis le 30 mars 1917 le cours du mark et de la couronne n'est plus coté à New-York.

LA SITUATION

La formidable lutte engagée depuis le 27 mai entre la Marne et l'Oise ne se ralentit pas : elle a plutôt augmenté encore en violence. Cependant la tendance à la stabilisation de la bataille se manifeste vers le neuvième jour. L'ennemi ne progresse plus, depuis que l'inégalité des effectifs est moins flagrante par l'arrivée de nos renforts.

L'armée américaine est entrée en action et est sur la ligne de bataille.

Le Globe émet cette opinion sur la bataille :

« La destruction des armées alliées est le but principal du haut commandement allemand, et la bataille actuelle se résume en une lutte dans laquelle chacun des deux adversaires cherche à forcer l'autre à user prématurément ses réserves. Le général Foch a résisté avec tant de résolution à toutes les tentatives faites pour lui faire commettre cette erreur que nous n'avons pas à craindre de le voir amené à cette extrémité, même par la pression la plus intense. Au contraire, le kronprinz a cédé dans une certaine mesure à cette tentative dangereuse. »

En attendant, l'aide américaine s'intensifie toujours.

Le chef d'état-major général Marsh a fait aux membres de la Commission de l'armée du Sénat américain une communication d'une haute importance. Il a déclaré que le transport des troupes américaines en France serait accru dans des proportions considérables.

Sans qu'il soit permis de donner des chiffres précis, on peut annoncer que, par suite de cette décision, le programme de transports pour le mois de juin sera dépassé de beaucoup. En outre, le département de guerre a décidé de réduire pour le moment le transport d'unités techniques, afin de permettre l'envoi en France d'un maximum de combattants.

En Russie, Lénine vient de déclarer solennellement, au Congrès des Soviets, que les envahissements allemands continuaient à s'accroître, malgré la paix de Brest-Litovsk, mais qu'il ne ferait rien pour les arrêter, parce qu'il se souciait peu de la Russie, mais uniquement du sort du socialisme international. Mais dans le pays les désordres et les séditions augmentent sans cesse contre le pouvoir des Soviets, surtout en Sibérie.

Le correspondant du Times ajoute que, néanmoins, l'influence des bolchevistes diminue sensiblement dans la Sibérie orientale, et que la majorité des Russes habitant dans cette partie de la Russie seraient désireux de voir les Alliés leur venir en aide. Ils accueilleraient avec grand plaisir l'arrivée d'une petite force mixte envoyée par les Alliés et autour de laquelle pourraient se rallier les éléments qui désirent ardemment le rétablissement de l'ordre.

Voici, d'après une dépêche d'Amsterdam au Times, les grandes lignes du nouveau pacte de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie :

1^o Unité complète des armées, manifestée par l'établissement d'un commandement en chef mixte auquel participeront les délégués des deux ministères de la guerre.

2^o Unité de la conduite des affaires interna-

tionales, manifestée par un conseil mixte dont la présidence appartiendra à la Bavière.

3^o L'accord économique prévoit un bloc économique des deux empires contre les pays étrangers, avec un tarif protecteur pour les relations avec les autres Etats.

L'empereur Charles, en quittant le quartier général, s'engagea à obtenir l'adhésion de la Bulgarie et de la Turquie à cet accord.

LES ÉVÉNEMENTS DE LA GUERRE

La puissante attaque qu'ont prononcée les Allemands contre nos positions comprises entre l'Oise et Reims paraît être arrêtée aujourd'hui. Le front est représenté approximativement par une ligne qui part de l'Oise, au nord de Tracy-le-Vieux, puis passe par Missy et borde la forêt de Villers-Cotterets jusqu'à trois kilomètres à l'est de la Ferté-Milon. De ce point, le front se dirige sur Château-Thierry, longe la Marne jusqu'à Dormans et, par Ville-en-Tardenois, rejoint l'ancienne ligne au nord de Reims.

Nous allons maintenant récapituler les violents combats qui se sont déroulés ces huit derniers jours et dans lesquels, une fois de plus, nos vaillantes troupes, bien que numériquement inférieures, ont endigué la marche des Allemands.

Le 30 mai, nos soldats maintenaient toujours l'ennemi aux abords ouest de Soissons, mais au centre Fère-en-Tardenois était perdue, ainsi que Vézely. La marche vers Ville-en-Tardenois se précise.

Le lendemain, l'effort des Allemands se porte principalement dans la direction de Neuilly-Saint-Front, tandis qu'à l'ouest de Soissons, ils parviennent à gagner quelque terrain et dépassent Guleh-la-Ville et Oulchy-le-Château. Ce jour-là, seulement, la Marne est atteinte par les hordes de Ludendorff entre Chartève et Jaulgonne.

Une série de puissantes attaques sur tout le front compris entre l'Oise et la Marne marque la journée du 1^{er} juin. Entre l'Oise et l'Aisne, nous avons reporté nos positions aux lisières nord du bois de Carlepoint et sur les hauteurs à l'ouest d'Audignicourt. Au sud la bataille reprend avec vigueur. L'ennemi, dès lors, est maître de Chouy et de Neuilly-Saint-Front. Nos troupes soutiennent le combat sur la ligne Villers-Helon-Mauroy-Mouthiers-Etrepilly.

Le même jour, au sud-est de Reims, une violente attaque ennemie appuyée par des chars d'assaut avait réussi à nous rejeter du fort de la Pompelle sur la voie ferrée, une contre-attaque immédiate de nos troupes nous a rendu le fort et notre ligne primitive.

C'est le lendemain que les Allemands ont pu s'établir le long de la Marne depuis Château-Thierry jusqu'à Dormans. D'autres attaques prononcées aux abords de la forêt de Villers-Cotterets nous obligent à abandonner Faverolles.

Notre résistance s'affirma victorieuse le 3 juin, et malgré ses efforts renouvelés, il fut impossible à l'ennemi de gagner du terrain sauf au sud-ouest de Soissons, où nous l'arrêtâmes à l'est de Pernant. Nos contre-attaques en maints endroits nous permettent d'avancer notre ligne.

Sur la Marne, quelques éléments ennemis qui étaient passés sur la rive sud, à la hauteur de Jaulgonne, furent rejetés.

En résumé, les armées allemandes n'ont réalisé aucun progrès depuis trois jours, et il paraît même que le Kronprinz a retiré de la zone de combat ses troupes de choc, qui ont particulièrement souffert.

QUESTIONS DU JOUR

La Situation Économique et Financière de la France

C. — Après la Guerre

(Suite) (1)

III. — La division du Monde après la guerre

L'accord économique que les circonstances imposent aux nations de l'Entente et la liquidation en commun de leurs dépenses de guerre créeront, entre ces nations, une solidarité d'intérêts qui aura certainement plus d'efficacité que les anciens traités diplomatiques, les chiffons de papier de M. Bethmann-Hollweg, dont l'Allemagne s'est chargée de démontrer le peu de valeur.

On peut donc considérer que la France, l'Angleterre et leurs colonies, l'Italie, les Etats-Unis, le Brésil et le Japon, pour ne parler que des grandes puissances de l'Entente, formeront en face du *Mittel Europa*, un bloc économique formidable qui attirera dans son orbite les pays neutres tels que l'Espagne, la Hollande et les Pays Scandinaves dont les intérêts particuliers dicteront l'attitude.

Nous ne parlerons ni de la Russie, ni de la Roumanie parce que les destinées de ces deux nations ne seront définitivement fixées qu'après la conclusion de la paix générale.

Examinons rapidement la puissance des deux groupes mesurée par les principaux indices de leur activité économique :

1° Le chiffre de leur population indiquant à la fois les facultés de travail des pays considérés et l'ampleur de leur marché de consommation.

2° Leurs principales productions industrielles et agricoles.

3° La longueur de leurs chemins de fer en exploitation, laquelle est toujours en rapport avec le développement industriel, agricole et commercial du pays.

4° Le tonnage net de leur marine marchande à vapeur, servant généralement de trait d'union entre la production nationale, les besoins du marché intérieur et les demandes de marchandises d'outre-mer.

5° Le commerce extérieur (importations et exportations) donnant une idée très précise de la valeur des échanges entre le marché intérieur et les marchés étrangers.

6° Enfin les dépenses publiques subies par ces diverses nations, dépenses qui constituent ce que nous appelons en économie politique : leur puissance contributive.

Pour dresser cet inventaire, nous choisirons l'année 1913 qui a immédiatement précédé la guerre et dont les divers éléments nous sont complètement connus.

A. — Population

La population de l'Angleterre était en 1913, de 46 millions d'habitants pour la Métropole, et de 352 millions pour les grandes colonies britanniques : Canada, Australie, Indes anglaises, Egypte, Afrique du Sud, etc., soit un total de 398 millions d'habitants.

La France possédait environ 40 millions d'habitants dans sa Métropole et 46 millions pour ses principales colonies. En chiffres ronds, l'Italie avait 37 millions d'habitants ; la Belgique 8 mil-

(1) Voir l'*Economiste Européen*, n° 1350, 1351, 1352, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360 et 1369 des 18, 25 janvier, 1^{er}, 15, 22 février, 1^{er}, 8, 15, 22, 29 mars et 31 mai 1918.

lions, les Etats-Unis 99 millions ; le Brésil 24 millions et le Japon 74 millions, soit au total 726 millions d'habitants, non compris la population du Portugal, de la Serbie et de la Grèce qui représentaient, de leur côté, environ 10 millions d'individus.

Le groupe austro-allemand comprenait 68 millions d'habitants pour l'Allemagne, 53 millions pour l'Autriche-Hongrie, 5 millions pour la Bulgarie et environ 20 millions pour la Turquie. C'est un total de 146 millions contre les 742 millions du groupe de l'Entente.

Même en ajoutant à l'Allemagne les 175 millions d'habitants que la Russie, le Grand-Duché de Finlande et la Roumanie comptaient en 1913, ce qui est une hypothèse inadmissible, la population du groupe du *Mittel Europa* ne représenterait que les 42 % de la population du groupe de l'Entente.

Voici, d'ailleurs, la répartition de la population mondiale en 1913 :

Groupes	Population	Millions d'habitants
Entente	742	millions d'habitants
<i>Mittel-Europa</i>	146	d°
Russie-Roumanie	175	d°
Neutres de l'Europe	47	d°
— d'Amérique	33	d°
— d'Asie	344	d°
Populations diverses	135	d°
Population mondiale	1.622	millions d'habitants

Les populations diverses comprennent toutes les petites colonies anglaises et françaises et les populations de l'Afrique, sauf l'Union Sud africaine, l'Egypte, l'Afrique du Nord, le Maroc et l'Afrique Occidentale, déjà compris dans le domaine colonial de la Grande-Bretagne et de la France.

B. — Productions industrielles et agricoles

Le tableau suivant résume l'ensemble des productions industrielles et agricoles des nations de l'Entente et du groupe des Empires du centre pour l'année 1913 :

Groupes	Productions (Millions de tonnes)		
	Houille	Fonte	Fers et aciers
Entente	873	45	39
Empires centraux	322	21	19
Totaux	1.195	66	58

Ainsi donc nous constatons qu'en 1913, et toujours abstraction faite de la Russie et de la Roumanie, le groupe de l'Entente produisait 873 millions de tonnes de houille, contre seulement 322 millions pour le groupe du *Mittel Europa*, soit une différence de 551 millions de tonnes en faveur de l'Entente.

Pour la fonte, la production de l'Entente fut, en 1913, de 45 millions de tonnes, contre 21 millions pour le groupe ennemi et en ce qui concerne les fers et les aciers, elle s'est établie à 39 millions de tonnes pour l'Entente et à seulement 19 millions et demi pour les Empires du centre.

La production du blé et de l'avoine, qui sont les deux grands articles de l'exportation agricole entre l'Europe, l'Amérique du Nord, les Indes anglaises et l'Australie, mérite d'être rappelée. Les chiffres ci-après, donnant la moyenne annuelle de la période quinquennale 1909-1913 ayant précédé la guerre, sont réellement intéressants :

Groupes	Productions (Millions de quintaux)	
	Blé	Avoine
Entente	588	319
Empires centraux	109	139
Totaux	697	458

Donc, pour la période quinquennale 1909-1913 la production moyenne annuelle du blé récolté dans

les pays de l'Entente, non compris la Russie et la Roumanie, s'est élevée à 588 millions de quintaux et celle des Empires du centre à 109 millions de quintaux. Pour l'avoine, la production de l'Entente a atteint 319 millions de quintaux contre 139 millions de quintaux pour les Empires du centre.

C. — Chemins de fer et Marine marchande à vapeur

A la fin de l'année 1913 les chemins de fer en exploitation dans les deux groupes et le tonnage net de leur marine marchande à vapeur se présentaient ainsi :

Groupes	Chemins de fer		Marine à vapeur	
	Milliers de kilomètres	Milliers de tonnes	Milliers de tonnes	Milliers de tonnes
Entente	536	20.700	3.700	
Empires du centre	111	3.700		
Totaux	647	24.400		

Les moyens de transport : chemins de fer et marine marchande à vapeur, sont donc infiniment supérieurs pour l'ensemble des pays de l'Entente et pour résumer la suprématie économique de ce groupe par rapport aux Empires du centre, il nous suffira d'indiquer, comme derniers indices, le commerce extérieur et les dépenses publiques des deux groupes.

D. — Commerce extérieur et dépenses publiques en 1913

Groupes	Commerce extérieur		Dépenses publiques	
	total	(Millions de francs)	total	(Millions de francs)
Entente	106.500	20.000	10.100	
Empires du Centre	32.700	10.100		
Totaux	139.200	30.100		

Par conséquent, l'ensemble du commerce extérieur (importations et exportations réunies) s'est élevé en 1913 à 106.500 millions de francs pour les nations de l'Entente, contre 33 millions seulement pour le groupe des Empires du centre.

Enfin, les dépenses publiques effectuées en 1913 par les nations de l'Entente, atteignaient 20 milliards de francs, alors que les Empires du centre malgré l'effort financier que l'Allemagne fit pendant cette année-là, précisément en vue de la guerre qu'elle projetait, ne furent que de 10 milliards 100 millions.

Ces chiffres montrent avec une force significative que le groupement économique des grandes nations de l'Entente doit réduire à néant les prétentions des économistes allemands en ce qui concerne l'avenir du *Mittel Europa*, et la suprématie de l'Allemagne sur le marché mondial qu'elle rêve de dominer.

(A suivre.)

EDMOND THÉRY.

Le Pacte des Alliés

L'AVENIR DE LA FRANCE

Dans les jours pleins de légitime inquiétude que nous fait la ruée des Allemands, dans l'angoisse involontaire où nous ont jetés leurs premiers et inévitables succès, on attendait impatiemment le mot de réconfort et la promesse de victoire quand même. C'est fait depuis mardi. Le Conseil interallié a siégé à Versailles, samedi, dimanche et lundi derniers. Les chefs civils et militaires de Grande-Bretagne, de France, d'Italie et des Etats-Unis ont pris part aux délibérations. Au bout des séances, ils ont rédigé une proclamation qui est, comme le renouvellement du pacte de Londres, le serment de

combattre en commun jusqu'à la victoire qui assurera la liberté du monde et la continuité de la civilisation.

On sait l'importance considérable que l'Allemand attribue, pour sa victoire, à la terrorisation de l'ennemi. Il a créé une longue et savante théorie de la terreur et l'applique avec une sauvagerie impitoyable. Il en attend des effets immédiats et merveilleux. On se demande pourquoi, car il n'a encore récolté dans cet ordre d'idées que de retentissants échecs. Ses sauvageries l'ont souillé et déshonoré sans profit : ses tentatives d'épouvantement n'ont encore amené aucune défaillance et ont eu pour unique résultat de charger son nom d'un peu plus d'opprobre et de malédictions. Mais il persévère, il persévéra toujours, avec l'entêtement de la brute qui ne change rien à ses instincts. Si dans la ruée de Hindenburg contre l'armée française il y a eu, avec un but stratégique, une intention d'intimidation et de terrorisation pour nous amener à composer, le calcul a été une fois de plus déjoué. La déclaration des Alliés, jurant à nouveau de ne déposer les armes qu'après la victoire sur le militarisme prussien, prouvera à l'Allemagne que sa psychologie est encore plus en défaut que sa stratégie et que ni séparément, ni ensemble, elles ne sont près d'atteindre aucun des buts entrevus.

En dehors des éléments moraux, il y a dans cette nouvelle déclaration des Alliés des données précises qui réjouiront. C'est l'affirmation de confiance des Alliés dans le général Foch ; c'est surtout la constatation de la prompte et cordiale coopération des Etats-Unis et de la rapide arrivée de leurs nombreux renforts. C'est une réplique assez inattendue au canon de Hindenburg.

En tout cas, on peut s'apercevoir en Allemagne, par ce nouvel exemple, que chaque coup que l'état-major va frapper sur l'Entente pour la dissocier, l'affermir davantage et la ressermer encore. Leurs échecs passagers et réparables montrent aux Alliés, mieux que n'importe quelle victoire, qu'une indissoluble union est leur seul salut et l'unique voie de leur triomphe. Rien ne le leur fera oublier.

Le jour même où était publiée cette déclaration du Comité interallié, M. Clemenceau était amené à en faire de non moins solennelles à la Chambre. Une interpellation du parti socialiste sur les derniers événements militaires, l'avait amené à la tribune. Disons tout de suite que M. Clemenceau a déclaré l'heure inopportune pour donner aucune explication ou justification, pour parler de responsabilité ou de sanction et il a prié la Chambre de renoncer à tout débat sur ces sujets. Après des incidents assez tumultueux, après une opposition tapageuse et souvent même injurieuse de la part des socialistes, la Chambre s'est ralliée à la proposition du président du Conseil qui impliquait la confiance dans le Cabinet, par la belle majorité de 377 voix contre 110. Mais si la conclusion du débat est réconfortante, bien plus encore le sont les promesses par lesquelles M. Clemenceau est arrivé à l'imposer. « Nous ne capitulerons jamais, a-t-il dit ; tant que nous serons là, la patrie sera défendue à outrance. » Il a encore dit : « La victoire dépend de nous, si les pouvoirs civils sont à la hauteur de leur devoir... » Enfin, il a conclu : « Pour obtenir la victoire il reste aux vivants à parachever l'œuvre magnifique des morts. »

Il a commencé par rappeler que les heures tragiques que nous subissons étaient dans notre destinée prévue. La défaillance russe a libéré un million de soldats allemands qu'on devait nécessairement voir se reverser contre nous. C'était attendu. Mais il rend aussitôt hommage à nos héros qui ont conjuré le péril : « Aujourd'hui, allons-nous manifester des inquiétudes, jeter le trouble dans leurs esprits, faire naître chez eux un doute sur cer-

tains de leurs chefs, peut-être les meilleurs, ce serait un crime que, pour ma part, je ne veux pas commettre. »

Mais voici le point culminant du débat et du discours du Président :

« Vous savez ce que vous faites. Renvoyez-nous ou gardez-nous ! A vous de décider. Mais tant que nous serons là, la patrie sera défendue à outrance et aucune force ne sera épargnée pour obtenir le succès. »

« Les Allemands, une fois de plus, jouent tout dans un coup de partie qui consiste à nous faire peur et à nous terroriser pour que nous abandonnions la lutte. »

« Pourquoi, en 1914, ce grand effort sur l'Yser ? Pour atteindre Calais, nous séparer des Anglais, obliger ceux-ci à renoncer à la lutte. Pourquoi ont-ils recommencé ? Pourquoi recommencent-ils ? Pour obtenir cet effet de terreur. »

« La décision est entre vos mains. »

« Il s'agit d'une question de fait : les effectifs des belligérants s'usent, ceux des Allemands comme les nôtres. Mais pendant ce temps, les Américains viennent pour la partie décisive. »

Aux applaudissements qui ont salué ces paroles, l'issue finale du débat ne faisait plus de doute pour personne.

Le Président du Conseil avait dit avec netteté et sincérité ce qu'il importait de dire.

Il n'avait pas seulement justifié le passé, il avait tracé le plan de notre avenir : de lourds sacrifices à accepter sans murmure ; des épreuves qui donneront la mesure de notre courage et de notre abnégation. Rien que de le savoir, nous sommes déjà prêts à les supporter. Notre stoïcisme sera encouragé par la certitude de l'arrivée de l'aide américaine et puis, par la conviction formulée par M. Clemenceau : « La France n'a pas le droit de mourir et ne mourra pas. »

Georges BOURGAREL.

Le Conseil interallié a siégé à Versailles les 1^{er}, 2 et 3 juin. Les chefs des gouvernements britannique, français et italien ont pris part à ses travaux, ainsi que le général Foch. La déclaration ci-dessous a été rédigée. Elle a été publiée le 5 juin dans les capitales des nations alliées :

Le Conseil supérieur de guerre a tenu sa sixième réunion dans des circonstances graves pour la coalition des peuples libres. Le gouvernement allemand, délivré de tout danger sur son front oriental par la défaillance des armées et de la nation russes, a concentré tous ses efforts sur le front occidental. Il cherche à présent à obtenir une décision en Europe par des attaques coûteuses et désespérées contre les armées alliées avant que les Etats-Unis puissent faire sentir tout le poids de leurs forces. Grâce à sa position stratégique et à la supériorité des chemins de fer à sa disposition, l'ennemi a pu obtenir au début certains succès. Il renouvellera sans aucun doute les attaques, et les nations alliées peuvent être exposées encore à des journées critiques.

Après avoir examiné dans son ensemble la situation, le Conseil supérieur de guerre est certain que les Alliés supporteront les épreuves de la présente campagne avec le ferme courage qu'ils n'ont cessé de montrer pour la défense du droit. Nous mettrons l'ennemi en échec, et, le temps venu, nous le battons. Nous faisons tout ce qui est possible

pour aider et soutenir nos armées sur le champ de bataille. L'établissement de l'unité de commandement a grandement amélioré la situation des armées alliées, et son fonctionnement se fait bien et sans secousses.

Le Conseil supérieur de guerre a la plus entière confiance dans le général Foch. Il contemple avec admiration et orgueil la valeur des troupes alliées. Grâce à la prompte et cordiale coopération du président des Etats-Unis, les conventions faites il y a plus de deux mois pour le transport et l'embarquement des troupes américaines rendront impossible à l'ennemi de l'emporter en usant nos réserves avant d'avoir épuisé les siennes.

Le Conseil supérieur de guerre attend avec confiance le résultat final. Les peuples alliés sont résolus à ne pas abandonner une seule des nations libres du monde au despotisme de Berlin. Leurs armées montrent le courage et la ténacité qui leur ont déjà permis maintes fois d'arrêter l'agression allemande. Il leur suffira de supporter l'épreuve jusqu'à la fin avec la même endurance et la même foi pour assurer la victoire à la cause de la liberté.

Une fois de plus, les peuples libres, par leurs admirables soldats, sauveront la civilisation.

En outre, à une réunion tenue à Versailles le 5 juin dernier, les présidents du conseil des trois pays alliés de France, de Grande-Bretagne et d'Italie sont tombés d'accord pour faire les deux déclarations suivantes :

POLOGNE. — La création d'un Etat polonais uni et indépendant avec libre accès à la mer constitue une des conditions d'une paix solide et juste et d'un régime de droit en Europe.

TCHÉCO-SLOVAQUES ET JOUGO-SLAVES. — Les gouvernements alliés ont pris note avec satisfaction de la déclaration faite par le secrétaire d'Etat des Etats-Unis et désirent s'y associer en exprimant leur plus vive sympathie pour les aspirations nationales des peuples tchéco-slovaques et jougo-slaves vers la liberté.

Les Variations de Prix en 1917 en Angleterre

Le Journal de la Société de Statistique de Londres vient de publier l'*index-number* en 1917 établi par le *Statist*, de Londres, d'après les données de M. Sauerbeck. Il n'est certainement pas besoin de rappeler aux lecteurs de l'*Economiste Européen* comment est calculé cet indice qui groupe les variations de prix de 45 catégories de marchandises et résume les fluctuations par rapport à la moyenne des onze années écoulées de 1867 à 1877 représentée par 100.

L'*index-number* de 1917 s'établit à 174, contre 136 en 1916, 108 en 1915 et 85 pour chacune des trois années antérieures. Si l'on accepte ces *index-numbers* comme représentant les mouvements de prix, on remarquera que, durant l'année passée, les prix de gros des marchandises envisagées sont supé-

rieurs de 28 % à ceux de 1916 et de 105 % à ceux de 1913, dernière année avant la guerre.

En 1809, d'après des chiffres du professeur Jevon, l'indice était de 189. L'*index-number* de 1917 est beaucoup plus élevé que celui de 1873 après la guerre franco-allemande (111) ; il présente également une sensible plus-value comparé à celui de 1908, année de la crise bancaire des Etats-Unis (73), et surtout à celui de 1896, année où les prix ont atteint le niveau le plus bas (61). En outre, l'*index-number* de 1917 est supérieur de 74 % au chiffre de la période-type 1867-1877, de 125 % à la moyenne des dix années qui ont précédé la guerre et enfin de 172 % à l'indice moyen de la période 1890-1899, qui montra les prix les plus bas (66).

A part une légère diminution, tout comme en 1916 pendant les mois d'été, l'*index-number* a progressé considérablement l'année dernière. Le chiffre, à fin décembre 1917, était, en effet, de 185.1, contre 154.3 à fin décembre 1916, soit une majoration de 20 %, tandis que comparé à celui au 30 juin 1914, cette plus-value atteint 128.1 %.

Le tableau suivant indique les moyennes mensuelles de 1917 ainsi que les limites extrêmes des fluctuations depuis 1895 :

1895 Février.....	60.0	1917 Janvier.....	159.3
1896 Juillet.....	59.5	— Février.....	164.0
1909 Février.....	71.9	— Mars.....	169.0
1910 Décembre.....	77.9	— Avril.....	173.0
1911 Décembre.....	80.9	— Mai.....	175.0
1912 Juillet.....	86.5	— Juin.....	180.4
1913 Janvier.....	86.4	— Juillet.....	176.9
1914 Décembre.....	91.6	— Août.....	175.7
1915 Décembre.....	118.4	— Septembre.....	176.4
1916 Janvier.....	123.6	— Octobre.....	180.6
— Juillet.....	130.5	— Novembre.....	182.9
— Décembre.....	154.3	— Décembre.....	185.1

L'*index-number* 185.1 à fin décembre 1917 est le chiffre le plus haut qui ait été atteint depuis 110 ans. Des données, en ce qui concerne ces indices, remontent en Grande-Bretagne en 1782 et le record fut enregistré en 1809, année pour laquelle les chiffres du professeur Jevon, arrangés par M. Sauerbeck, firent ressortir le nombre 189.

Le coût de la vie, ainsi que l'indique l'*index-number* 185.1 à fin 1917, fut plus élevé qu'il ne l'a jamais été, mais il est probable, qu'en fait, cet indice se rapproche plus de celui de 1809 que ne le fait ressortir la comparaison des nombres 185.1 et 189.

Les prix et les chiffres de M. Sauerbeck pour les 45 catégories de marchandises ne remontent qu'à 1846. Mais avant cette date et pour les 28 années antérieures, soit jusqu'en 1818, M. Sauerbeck prend les valeurs de 31 denrées, et ses statistiques donnent alors pour l'année 1818, l'*index-number* 142. Il faut naturellement remarquer que la comparaison exacte devient très difficile lorsqu'on remonte à des époques quelque peu éloignées. D'ailleurs, M. Sauerbeck a essayé, il y a quelques années, d'établir, pour les articles les plus importants des *index-numbers* pour les années 1818 et antérieures, mais il a trouvé que le résultat n'était pas satisfaisant : d'abord, parce que, pendant la première moitié du siècle dernier, l'Angleterre était sous le régime protectionniste ; d'autre part, parce que beaucoup d'articles, d'une importance primordiale aujourd'hui, n'étaient que d'une importance infime il y a cent ans, par exemple : la laine mérinos, le coton, le fer et le charbon, le sucre, le café et le thé.

Il y a deux ou trois ans, on n'aurait jamais pensé que l'*index-number*, à fin décembre de 1917 ait pu dépasser 185 ; pourtant, c'est le cas, et l'Angleterre doit envisager sérieusement cette situation. Le gouvernement a déjà essayé de main-

tenir les prix à un niveau raisonnable en contrôlant efficacement les produits alimentaires et un grand nombre de marchandises.

La plus grande augmentation fut enregistrée l'année dernière sur les matières textiles qui, en plus des 39 % notés en 1916, ont encore progressé de 49 %, principalement par suite de la majoration constante de la matière première, majoration qui a débuté vers la fin de 1916 sur le coton dont le prix a atteint jusqu'à 22.68 d. la livre anglaise. Le prix moyen du coton ordinaire américain fut de 16.55 d. la livre en 1917 contre 9 d. en 1916 et 5 7/8 d. en 1915.

Les produits alimentaires végétaux, le sucre, le café et le thé montrent chacun une plus-value de 31 % en 1917 ; les produits divers et les produits alimentaires animaux sont respectivement de 28 % et de 26 % plus élevés qu'en 1916. En ce qui concerne les produits minéraux, où un contrôle plus strict que sur les autres catégories fut exercé, l'augmentation des prix de 1917 par rapport à ceux de 1916 ne ressort qu'à 8 %.

Lorsque l'on établit la comparaison avec la dernière année d'avant-guerre, 1913, on voit que ce sont les produits alimentaires végétaux qui ont le plus augmenté. La majoration de l'*index-number*, pour cette catégorie, se chiffre par 150 %, tandis que pour les matières textiles, elle est de 130 %. Les matières minérales sont seulement en progression de 55 %. Cette faible plus-value s'explique par le fait que le prix du charbon et de divers autres minéraux ont été affectés par la grève charbonnière du printemps de 1913. De plus, comme déjà dit plus haut, c'est sur cette catégorie que le contrôle du gouvernement s'est le plus efficacement exercé, ayant été introduit dès le début des hostilités.

Comparée à 1916, l'augmentation du pourcentage des *index-numbers* des produits alimentaires et des matières premières en 1917 est restée à peu près la même, mais si l'on remonte à 1913, la majoration, qui atteint 98 % pour les matières premières, se chiffre par 118 % en ce qui concerne les produits alimentaires.

Les *index-numbers* de 1917 pour les différentes catégories de marchandises se comparent ainsi avec ceux des années 1913, 1914 et 1916 :

	Index numbers annuels				Augmentation de 1917 sur	
	1913	1914	1916	1917	1913	1916
Produits alimentaires végétaux.	69	75	133	174	150	31
Produits alimentaires animaux.	99	100	152	192	96	26
Sucre, café et thé.	54	58	86	113	111	31
Produits alimentaires.....	77	81	130	168	118	29
Produits minéraux.....	111	99	158	172	55	8
Textiles.....	84	81	129	192	130	49
Divers.....	83	87	136	174	109	28
Matières premières.....	91	88	140	179	98	28
Total.....	85	85	136	174	105	28

Il faut noter que l'*index-number* 174 est la moyenne pour toute l'année 1917 et, par suite, n'indique pas la limite jusqu'à laquelle les prix de gros des quarante-cinq catégories de marchandises ont pu progresser depuis le début de la guerre, car il faut régulièrement opposer aux indices 81.2 au 30 juin 1914, 154.3 à la fin décembre 1916 celui de 185.1 au 31 décembre 1917. Ainsi, il y eut une majoration de 20 % dans les prix des marchandises l'année dernière et une augmenta-

tion totale de 128.1 % depuis le commencement des hostilités, comme le prouve le tableau suivant :

	Index numbers au				Augmentation % du 31 déc. 1917 au	
	30 juin 1914	31 déc. 1914	31 déc. 1916	31 déc. 1917	30 juin 1914	31 déc. 1916
Produits alimentaires végétaux..	66.5	98.2	173.1	160.8	141.6	-7.1
Produits alimentaires animaux..	97.5	104.3	168.7	196.7	101.7	16.6
Sucre, café et thé.	51.8	63.0	95.0	135.1	161.2	42.2
Produits alimentaires.....	74.8	90.9	155.0	168.6	125.2	8.9
Produits minéraux	96.7	99.8	158.9	173.9	79.9	9.4
Produits textiles..	80.6	77.8	150.4	216.5	168.5	43.9
Divers.....	82.5	97.7	152.9	197.8	139.6	29.3
Matières premières	85.7	92.1	153.8	197.1	129.8	28.1
Total.....	81.2	91.6	154.3	185.1	128.1	20.0

L'accentuation de la progression des prix est due, jusqu'à un certain point, à la majoration continue des taux du fret, majoration qui affecte non seulement les prix des marchandises importées, mais se répercute encore sur les cours des produits similaires récoltés ou fabriqués en Angleterre.

Une notable partie de la plus-value des prix est imputable à la diminution du stock mondial de denrées alimentaires: surtout de céréales, et aux importantes demandes de différents produits de guerre. De plus, dans une forte mesure, la continuation du mouvement de hausse, autant qu'il s'agit de certains articles, résulte du manque de main-d'œuvre, notamment dans l'industrie productive.

M. J.

Banque de l'Union Parisienne

La longue durée de la guerre a naturellement multiplié et aggravé les difficultés économiques et financières dont l'acuité se fait sentir dans le monde entier. Si les changes anglais et américains ont pu rester stables, grâce aux mesures de solidarité des Alliés, ceux des nations scandinaves, de la Suisse et de la Hollande, et surtout de l'Espagne ont atteint des niveaux élevés qui ont apporté de nouvelles entraves aux échanges internationaux.

La France supporte avec une inébranlable fermeté les complications d'une situation sans précédent. Elle en fournit une preuve par le développement de ses industries qui concourent actuellement à la défense nationale, mais qui, après la paix, disposeront d'un outillage absolument moderne, s'adapteront facilement à d'autres travaux et seront ainsi à même de participer à la reconstitution du pays et à son développement économique. La Banque de l'Union Parisienne a donné, dans une large mesure, son appui financier à ce mouvement.

Aussi le bilan que nous analysons marque un nouvel accroissement de son activité. Son total atteint 477 millions, contre 389 millions en 1916 et le compte Profits et Pertes enregistre des résultats très satisfaisants obtenus, pour la plus grande part, avec les bénéfices d'intérêts et de banque qui ont atteint près de 10 % du capital et permettent d'importants amortissements et provisions. En effet, les réserves atteignent 47 millions 570.822 fr. 01 et les provisions 16.886.802 fr. 21. La situation de la Banque est donc saine et permet d'envisager l'avenir avec confiance.

Le bilan enregistre à peu près le même chiffre

que l'année dernière pour les opérations de crédit à l'étranger auxquelles la Banque a participé à la demande du Gouvernement français qui les garantit. Les crédits d'ensemble, 45 millions de dollars, qui avaient été obtenus aux Etats-Unis pour le compte de MM. Schneider et Cie, sous leur garantie et celle du Gouvernement français, ont été remboursés au cours de 1917 jusqu'à concurrence de 30 millions de dollars; le solde de 15 millions est en voie de remboursement. Par contre, les autres opérations de crédit faites avec les Etats scandinaves, la Hollande et la Suisse ont été continuées et amplifiées.

La Banque de l'Union Parisienne a contribué dans une large mesure au placement des Bons de la Défense Nationale, à la souscription des titres du nouvel emprunt 4 %, de l'emprunt municipal 1917 de la Ville de Paris, des obligations 5 1/2 % du Crédit Foncier de France. Elle s'est intéressée à l'émission de Bons 6 % à court terme suivants : Société Normande de Métallurgie, Compagnie « Le Matériel Roulant », Société d'Outillage Mécanique et d'Usinages d'Artillerie (Usines Bouhey, Farcot et Champigneulle), Société Horne et Buire, Société des Moteurs à Gaz et d'Industrie mécanique, Société Anonyme des Filatures, Corderies et Tissages d'Angers, ainsi qu'à l'émission des obligations de la Compagnie du Chemin de fer Franco-Ethiopien de Djibouti à Addis-Ababa.

La Banque a pris part en outre, aux augmentations de capital de la Société de l'Air Liquide, de la Banque Nationale de Crédit, de la Compagnie Générale Transatlantique, de la Société d'Éclairage Electrique, de la Société des Caoutchoucs de Padang, de l'Énergie Electrique du Sud-Ouest, de l'Énergie Electrique du Littoral Méditerranéen, à la création de la Société Nationale de Matières colorantes, de la Société Normande de Constructions navales, etc...

De plus, la Banque et son groupe ont consenti des crédits pour un montant total d'environ 158 millions à des Sociétés industrielles diverses : navigation, artillerie, munitions, aviation, etc. La Société Normande de Métallurgie, a porté en janvier 1917 son capital de 25 à 40 millions, puis en août 1917 à 44.200.000 francs. La Banque a pris part à ces augmentations de capital. Avec le Comptoir National d'Escompte et la Banque des Pays du Nord, elle a contribué au placement de 13 millions 500.000 francs — bons décennaux 6 % nets d'impôts — que la Société Normande a émis en vue du développement de son puissant outillage.

Avec MM. Schneider et Cie, les Tréfileries et Laminiers du Havre, la Société Française de Constructions Mécaniques (anciens Etablissements Cail) et un groupe financier ami, la Banque a participé à la création de la Société Normande de Constructions navales, au capital de 20 millions de francs, qui a pour objet principal la construction et l'exploitation au Havre, d'un chantier de constructions navales.

Elle a également pris un intérêt dans le capital de la Société Espagnole de Constructions Electro-Mécaniques, fondée en juillet 1917, au capital de 25 millions de pesetas, dont la moitié seulement a été émise; cette Société, dont le siège social est à Madrid, a été créée par une association de notables industriels espagnols, français et belges et a pour objet la construction à Cordoue, d'ateliers de fabrication de cuivre électrolytique et de matériel électrique.

La Société Horne et Buire, dont la banque avait en 1916 garanti l'augmentation de capital, a émis des bons décennaux de 500 fr. 6 % nets d'impôts présents et futurs pour une somme de 9 millions de francs. Elle en a assuré le placement avec le concours du Crédit Lyonnais et de la Société Lyonnaise de Dépôts, de Comptes courants et de Crédit Indus-

riel. Elle a également procédé au placement des 10.000 bons quinquennaux de 500 francs 6 % nets d'impôts présents et futurs de la Société de Moteurs à Gaz et d'Industrie Mécanique qui, à cette occasion a porté son capital de 5 à 6 millions par la création de 10.000 actions nouvelles de 100 francs.

La Société d'Outillage Mécanique et d'Usinage d'Artillerie a distribué pour l'exercice 1916-1917 un dividende de 7 % sur un capital de 16 millions. En juillet et août 1917 cette Société a porté son capital de 16 à 32 millions par la création de 160.000 actions nouvelles. Enfin, elle a émis 32.000 bons décennaux de 500 francs 6 % nets d'impôts présents et futurs dont la banque a effectué le placement avec le concours d'un groupe de banques à Paris et en province.

Avec le concours de MM. Neufize et Cie et de la Banque Privée, la Banque de l'Union Parisienne a garanti l'émission de 60.000 actions nouvelles de la Compagnie des Mines, Fonderies et Forges d'Alais, de 250 francs, qui ont été libérées de 125 francs en espèces ou par compensation avec le montant d'un coupon spécial de 125 francs mis en paiement à titre de répartition des réserves.

La Banque de Bordeaux est en nouveaux progrès : elle distribue pour 1917 un dividende de 5 1/2 %. La Société Ardoisière de l'Anjou annonce pour le dernier exercice un dividende de 5 %. La Compagnie Française de Tramways et d'Éclairage Electrique de Shanghai a porté son dividende à 6 %, contre 5 % l'année précédente. On peut envisager un nouveau progrès pour l'exercice 1917.

Bien que ses bénéfices de l'exercice 1916-1917 soient sensiblement égaux à ceux de l'année précédente, la Banque Hypothécaire Franco-Argentine, persévérant dans sa politique de prudence, n'a pas cru devoir augmenter son dividende, qui reste fixé à 12 %; elle a mis en réserve sur les bénéfices de l'exercice une somme de 6.000.000 de francs et a reporté à nouveau 2.768.637 fr. 51. Les réserves s'élèvent ainsi à 120 % du capital versé.

Les circonstances, encore une fois, ont été défavorables pour la Compagnie Générale des Chemins de fer dans la Province de Buenos-Ayres : une mauvaise récolte, la cherté excessive du charbon et une grève générale de plus d'un mois ont comprimé les recettes nettes. La majoration de 22 % des tarifs et une belle récolte permettent de mieux augurer de l'exercice en cours.

La situation de la Banque d'Athènes continue à se développer favorablement surtout depuis que l'intervention des Alliés a rétabli en Grèce un Gouvernement régulier et respectueux de la Constitution.

Le Brésil, qui vient de se ranger aux côtés des Alliés, a notablement amélioré ses finances. Son change s'est relevé et l'on peut envisager de meilleures perspectives pour les intérêts français dans ce pays.

Après avoir fait sur le compte Profits et Pertes les prélèvements déjà mentionnés, nous remarquons que les bénéfices nets de l'exercice 1917 se montent à 6.601.326 fr. 21, dont la répartition peut se comparer ainsi :

	Exercices	
	1916	1917
Répartition et attribution	(En francs)	
Réserves légales 5 0/0.....	316.930 40	330.066 31
Dividende :		
6 0/0 en 1916, 7 0/0 en 1917..	4.800.000 »	5.600.000 »
Solde non réparti.....	1.221.677 78	671.259 90
	6.338.608 18	6.601.326 31

Le dividende de 7 %, soit 35 francs par action, sous déduction des impôts, sera mis en paiement

en deux fois : 17 fr. 50 à partir du 30 juin 1918 et 17 fr. 50 à partir du 31 décembre 1918.

En ajoutant le solde non réparti de 671.259 fr. 90 au report des anciens exercices se montant à 7.646.697 fr. 15, on obtient un total de 8.317.957 fr. 05 qui est reporté à nouveau.

Au Passif, les postes Provisions et Réserves se présentent comme suit :

	Exercices	
	1916	1917
Provisions et réserves	(En francs)	
Ensemble des provisions diverses.....	13.999.855 96	16.886.802 21
Réserves légales.....	4.922.798 65	5.252.864 96
Réserves spéciales.....	34.000.000 »	34.000.000 »
Report à nouveau.....	7.646.697 15	8.317.957 05
Ensemble des réserves.....	46.569.495 80	47.570.822 01

En conséquence, les provisions et réserves que la Banque de l'Union Parisienne estime comme devant suffire pour répondre au besoin que l'avenir pourra révéler, se sont accrues en 1917 de 2 millions 886.946 fr. 25 pour les provisions et de 1 million 001.326 fr. 21 pour les réserves.

Aussi estimons-nous qu'elle doit persévérer dans cette politique de grande prudence, convaincu qu'elle retrouvera après la paix la juste compensation à tous les sacrifices qu'elle a eu à subir depuis le commencement des tristes événements qui bouleversent le monde.

F. MODAU.

INFORMATIONS DIVERSES

FRANCE

Le renouvellement du privilège de la Banque de France. — La discussion s'est continuée le 30 mai. Les adversaires du projet ont demandé, de nouveau, l'ajournement. Néanmoins, M. Landry, rapporteur, a prononcé son discours.

Le 4 juin devait se continuer la discussion, mais étant donné les événements actuels et les déclarations de M. Clemenceau sur la situation militaire, la suite a été remise au 6 juin.

Au cours de la séance du 30 mai, MM. Labrousse, Barthé et Jean Bon ont affirmé que la Banque de France était entre les mains d'une véritable oligarchie financière. Or, d'après la dernière statistique, janvier 1918 — les 182.500 actions de la Banque de France se trouvent réparties entre 33.564 actionnaires de la manière suivante :

1 Action.....	11.994
2 Actions.....	7.235
De 3 à 5 actions.....	7.456
De 6 à 10 —.....	3.642
De 11 à 20 —.....	1.807
De 21 à 30 —.....	695
De 31 à 50 —.....	401
De 51 à 100 —.....	228
Plus de 100 —.....	106
Total.....	33.564

Le nombre des possesseurs d'une seule action forme plus du tiers du total et la proportion des possesseurs d'une ou deux actions atteint 57 %.

Augmentation du privilège d'émission de la Banque de l'Algérie. — Un décret publié au Journal officiel du 2 juin dernier porte de 650 à 700 millions de francs le chiffre des émissions de billets de la Banque de l'Algérie.

Situation hebdomadaire de la BANQUE DE FRANCE

PARIS ET SUCCURSALES		30 mai 1918	6 juin 1918
ACTIF			
Encaisse de la Banque :			
Or	en Caisse	3.345.315 317	3.346.635.559
	à l'étranger	2.087.108.485	2.062.108.485
	Total	5.432.423 802	5.408.744 044
Argent		254.041 201	253.764 710
		5.686.465 003	5.662.508 754
Disponibilité à l'étranger		1.448.883.429	1.438.812 321
Effets échus hier à recevoir à ce jour		17.854 750	33 592 835
Portefeuille Paris	Effets Paris	627.928 850	609.869 754
	Effets Etranger	3.642 140	8.667 222
	Effets du Trésor	356.306	57 434
Portefeuilles des succursales		488 677 990	481 061 633
Effets prorogés	Paris	476 101 750	474 620 878
	Succursales	607.855 281	606.008 015
Avances sur lingots à Paris		12.874 000	12.874 000
Avances sur lingots dans les succurs.			
Avances sur titres à Paris		310 536 310	304 018 895
Avances sur titres dans les succurs.		618 890 738	632 769 759
Avances à l'Etat		200.000 000	200.000 000
Avances à l'Etat (Loi de 1914)		16.800 000 000	17.500 000 000
Avances temporaires au Trésor public			
Bons du Trésor français escomptés			
pour avances de l'Etat aux Gouvernements étrangers		3.415 000 000	3 420 000 000
Rentes de la Réserve		10.000 000	10.000 000
Rentes de la Réserve (ex-banques)		2.980 750	2 980 750
Rentes disponibles		99.801 434	99.801 434
Rentes immobilisées		100.000 000	100.000 000
Hôtel et mobilier de la Banque		4 000 000	4 000 000
Immeubles des succursales		42.353 755	42 354 796
Depenses d'administration de la Banque et des succursales		25.591 954	26 795 458
Emploi de la réserve spéciale		8 407 137	8 407 137
Divers		792.561 650	842.006 579
Total		31.750.753 283	32.820 737 158
PASSIF			
Capital de la Banque		182 500 000	182.500 000
Bénéfices en additions au capital		8 450 697	8 450 697
Reserves	Loi du 17 mai 1834	10.000 000	10.000 000
	Ex-banques département.	2.980 750	2.980 750
	Loi du 9 juin 1837	9 125 000	9 125 000
Reserve immobilière de la Banque		4 000 000	4 000 000
Reserve spéciale		8 407 444	8 407 444
Billets au porteur en circulation		27 303 371 625	28 012 196 490
Arreages de valeurs déposées		43 413 287	41 806 659
Billets à ordre et réescomptés		2 782 157	2 978 025
Comptes courants du Trésor		46 064 479	45 683 778
Comptes courants des Paris		1.954 850 788	2 990 438 550
Comptes courants dans les succursales		1.384 982 247	1.390 437 489
Dividendes à payer		4 548 360	4 489 690
Escompte et intérêts divers		114 244 161	122 031 581
Reescompte du dernier semestre		3.829 538	3.829 538
Divers		667.202 724	742 381 530
Total		31.750 753 283	32 820 737 158

Comparaison avec les années précédentes

	30 juillet 1914	10 juin 1915	8 juin 1916	7 juin 1917	6 juin 1918
Circulation	6.683 2	12 015 8	15 605 2	19 679 9	28 012 2
Encaisse or	4.141 3	3.919 6	4.745 2	5 278 5	5.408 7
— argent	625 3	375 3	350 0	257 7	253 8
Portefeuille	2.444 2	2 599 4	1.895 4	1.711 6	2.513 4
Avances au partic.	743 8	625 0	1.206 6	1.144 6	949 6
— à l'Etat	200 0	5.900 0	7.900 0	10.800 0	17.700 0
Compt. cour. Trésor	382 6	44 1	42 2	75 4	51 7
— partic.	947 6	2.124 5	2.095 4	1 641 7	3 610 9
Taux d'escompte	4 1/2 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0

Le budget de 1918 au Sénat. — M. Milliès-Lacroix, rapporteur général de la commission des Finances, vient de terminer son rapport sur le budget de 1918.

La commission des Finances a apporté peu de modifications aux crédits votés par la Chambre.

Elle propose l'adoption du système d'impôt général sur le revenu voté par la Chambre des députés comportant une taxe de 1 fr. 50 % de 3.000 à 5.000 francs, avec une progression de 0,01 cent. par 100 francs jusqu'à 150.000 francs et de 0,01 cent. par 1.000 francs de 150.000 à 550.000 fr. A partir de cette somme le taux de 20 % qui est atteint reste invariable. Le produit de cette modification à l'impôt actuel sur le revenu a été évalué par le ministère des finances à 370 millions.

L'œuvre de la Commission a porté aussi sur les

autres mesures fiscales votées par la Chambre, auxquelles certaines modifications ont été apportées.

En la soumettant à la Haute Assemblée, M. Milliès-Lacroix en a signalé la sincérité. Dans le même esprit, il a tenu à ne rien dissimuler des charges que réserve le prochain budget de 1919, afin que le gouvernement s'applique à rechercher d'ores et déjà le moyen d'y faire face. A son compte, en raison de l'accroissement fatal des charges d'emprunt, il faut prévoir que le budget ordinaire des dépenses des services civils de 1919 ne sera pas inférieur à 10 milliards 200 millions. D'où naît dès maintenant la nécessité de se préparer à la création de nouvelles ressources par l'impôt, que le rapporteur général n'évalue pas à moins de 1 milliard 300 millions.

C'est là une éventualité fatale qui ne laisse pas que de créer à M. le ministre des Finances une lourde et difficile tâche ; mais, déclare le rapporteur général, la commission des finances et le Sénat sont résolus à lui apporter un concours absolu.

« Quant au pays, ajoute-t-il, comprenant l'impérieuse nécessité d'équilibrer la situation financière afin de maintenir intact le crédit de la nation, il saura supporter virilement le lourd fardeau que les circonstances obligent les pouvoirs publics à lui imposer. A l'arrière comme l'avant, chacun saura faire tout son devoir. »

Les Bons de la Défense Nationale à un mois.

C'est depuis le 31 mai que le public peut acquérir, dans tous les Bureaux de Poste, dans toutes les Caisses du Trésor et dans les Banques les nouveaux Bons à un mois de la Défense Nationale dont nous avons récemment annoncé la création par le ministre des Finances.

Emis par l'Etat français, exempts d'impôts, ces Bons, d'un montant de 100, 500 et 1.000 francs, sont productifs d'un intérêt perçu immédiatement qui est de 0,30 % pour le premier mois, ce qui fait ressortir, pour l'année, un taux de placement de 3,60 %.

Au cas où le porteur, au lieu de demander au bout d'un mois le remboursement de son titre, préférerait en proroger l'échéance d'un autre mois, il encaisserait, pour ce deuxième mois, un intérêt de 0,35 %, soit 3,90 % par an pour cette période de deux mois. Un renouvellement en quelque sorte automatique lui permet, dans les mêmes conditions, de bénéficier d'un intérêt semblable pour le troisième mois, si bien que, dans ce dernier cas, l'intérêt de 4 % perçu par lui pour le trimestre se trouve être le même que si le Bon avait été souscrit pour trois mois dès l'origine de l'opération.

Les amendes et confiscations douanières.

Le 1^{er} juin 1918 a été promulgué au *Journal officiel* un décret modifiant le mode de répartition des produits d'amendes et confiscations en matières de douanes.

Aux termes de ce décret, le produit des amendes et confiscations supportera, avant tout partage, les prélèvements suivants :

- 1^o Les droits d'entrée, s'ils n'ont pas été payés par les acquéreurs des marchandises ;
- 2^o Les frais non recouverts sur les prévenus ;
- 3^o Les décimes revenant au Trésor sur les amendes.

Le surplus formera le produit disponible. L'indicateur, s'il en existe, recevra le tiers de ce produit lorsqu'il aura fourni un avis ayant amené directement la découverte de la fraude. Dans le cas contraire, sa part sera réduite à 1/6^e, 1/12^e ou 1/24^e, suivant l'utilité des renseignements fournis.

La part de l'indicateur ne pourra être supérieure à 6.000 francs, sauf décision contraire du conseil

d'administration prise sur la proposition des chefs locaux.

La somme restant à répartir après ces divers prélèvements constituera le produit net.

Ce produit net supportera les prélèvements suivants :

- 40 % au profit du Trésor ;
 - 10 % au profit des œuvres d'assistance concernant le service des douanes, et qui seront désignées par le ministre des Finances.
- Le surplus sera ensuite divisé en 60 parties qui seront attribuées ainsi qu'il suit :
- 12 aux chefs.
 - 8 au fonds commun.
 - 40 aux saisissants, préposés ou étrangers.

GRANDE-BRETAGNE

Bilan de la Banque d'Angleterre. — Le bilan de la Banque d'Angleterre, pour la semaine finissant le 29 mai, s'établit comme suit :

Département d'émission		Liv. sterl.
Billets émis		81.326.000
Dette de l'Etat		11.015.100
Autres garanties		7.434.900
Or monnayé et en lingots		62 876.000
		81.326.000
Département de Banque		
Capital social		14.552.000
Dépôts publics (y compris les comptes du Trésor, des Caisses d'Epargne, des agents de la Dette nationale, etc.)		41.056.000
Dépôts divers		135.270 000
Traites à sept jours et diverses		9.000
Solde en excédent		3.187.000
		194.074.000
Garanties en valeurs d'Etat		56.738.000
Autres garanties		106.486.000
Billets en réserve		30.274.000
Or et argent monnayé en réserve		576 000
		194.074.000

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre (Milliers de livres sterling)

Dates	Or monnayé et lingots	Circulation	Dépôts	Portefeuille avances et effets publics	Réserve	Rapport de la réserve aux engagements	Taux de l'escompte
6 août 1914	27.622	36.105	68.249	76.393	9 967	20.40	6 %
10 avril 1918	60.436	47.881	172.372	158.927	30 905	17.93	5 %
17 —	60.997	47.266	178.184	164.264	31.562	17.71	»
24 —	60.906	48.409	174.985	161.567	31.047	17.74	»
1 ^{er} mai	61.361	49.440	172.025	159.322	30.371	17.65	»
8 —	61.366	49 683	165 703	153 282	30 133	18.18	»
15 —	61.708	49 976	175 277	162 839	30 182	17.22	»
22 —	62.633	50 247	166 034	1 2.885	30 836	18.57	»
29 —	63.452	51.052	176.326	163.224	30 850	17.50	»

Finances anglaises. — M. Bonar Law vient de déclarer qu'il n'a eu qu'à se louer des résultats de l'émission des Bons Nationaux, qui, commencée le 1^{er} octobre 1917, a rapporté jusqu'ici 18.450 millions de francs, sans compter plus de 1.475 millions de francs de War Savings Certificates.

Le chancelier de l'Echiquier est convaincu qu'une grande partie des 1.250 millions de francs de coupons à verser par la Banque d'Angleterre le 1^{er} juin sera immédiatement consacrée à l'achat de Bons Nationaux. Il espère que les souscriptions hebdomadaires se maintiendront au-dessus de 625 millions de francs, minimum indispensable. Il ajoute qu'il croit très peu probable l'émission d'un nouvel emprunt de guerre à long terme.

Les fusions des Banques anglaises. — Le chancelier de l'Echiquier a annoncé à la Chambre des Communes que la législation touchant les fusions de Sociétés va être introduite. Entre temps, un comité consultatif sera établi.

Le taux des dépôts en Banque. — Depuis le 1^{er} juin, les banques de compensation comme les autres banques ne donnent pas plus de 3 % sur les dépôts à long terme. Les banques d'outre-mer agiront de même, sauf pour les dépôts existants qui se trouvent renouvelés pour une période non inférieure à un an. Le but est de forcer les dépôts à être employés en achats de valeurs du gouvernement.

Egalement les banques d'escompte ont décidé de ne pas payer un intérêt supérieur à 3 % sur les dépôts, sauf aux banquiers et aux négociants qui continueront à recevoir 3 1/4 %. Cette mesure a pour but d'amener les maisons qui font de l'escompte au même rang que les banques et à stimuler la demande en placement de bons de guerre.

A noter, toutefois, que la diminution à 3 % du taux de l'intérêt sur les fonds laissés en dépôt aux banques ne s'applique pas aux dépôts étrangers, auxquels la Banque d'Angleterre, pour des raisons de change, alloue un taux spécial. Les Sociétés d'escompte, qui ont toujours payé 1/4 % de plus que les banques, ramèneront leur taux à 3 1/4 %.

Cultures anglaises. — Un rapport supplémentaire vient d'être publié par la Direction de l'Agriculture anglaise sur les principales cultures. Le tableau suivant donne la surface plantée en céréales et en pommes de terre :

	1916	1917	Augmentation sur 1916	
			(Milliers d'hectares)	0/0
Froment	765	1.066	301	39
Orge	573	596	23	11
Avoine	834	1.128	294	35
Seigle	162	274	112	69
Pommes de terre	172	258	86	50

La superficie ensemencée en blé atteint le plus haut record enregistré depuis 1882.

En mars 1918, 700.000 hectares de terres arables ont été mis en culture en Angleterre et dans le Pays de Galles. On estime qu'actuellement pas moins de 1 million d'hectares supplémentaires ont été cultivés depuis 1916. Des évaluations similaires font également ressortir une augmentation pour l'Ecosse de 120.000 hectares et pour l'Irlande de 600.000 hectares, ce qui donne pour le Royaume-Uni une plus-value totale de 1.700.000 hectares.

Le rapport montre encore que les ensemencements actuels permettent de grandes espérances et que, si une production moyenne peut être réalisée, la récolte de 1918 pourra fournir les céréales panifiables nécessaires à l'alimentation de toute la population, sur les bases actuelles, pendant quarante semaines.

Il est établi que les récoltes anglaises et galloises procureront environ 500.000 tonnes d'aliments concentrés pour le bétail, en sus de la récolte normale d'avoine réservée à cette alimentation. En outre, l'économie de tonnage réalisée par suite de la plus-value de production des céréales et de pommes de terre atteindra 1.500.000 tonnes.

Dans les statistiques précédentes ne sont comprises que les exploitations supérieures à une acre. Depuis 1916, le nombre des petites propriétés a progressé de 800.000, soit 140 %. La main-d'œuvre mâle, compte tenu des militaires et des prisonniers, a néanmoins diminué de 200.000 depuis le début des hostilités.

RUSSIE

Les coupons russes et les Empires centraux. — On mande de Londres, que le Commissaire du peuple pour les affaires étrangères de Russie a adressé à M. Joffe, son ambassadeur à Berlin, les instructions suivantes : « La question des coupons d'avril et de mai dépend de la façon dont on interprète le traité de Brest-Litovsk que nous exécuterons strictement, mais les clauses du traité permettent plusieurs interprétations ainsi que diverses manières de les exécuter. La question est examinée par nos juristes et nos financiers. »

Finances et monopoles bolchevistes. — L'officiel *Pravda* a publié un communiqué du conseil des commissaires du peuple qui indique que les dépenses de la République fédérative des Soviets ont atteint, pendant les quatre premiers mois de l'année, un total de 14 milliards 500 millions de francs. D'autre part, les recettes ne se sont élevées qu'à 1 milliard 500 millions de francs. Le gouvernement se propose d'employer les voies les plus rigoureuses pour faire rentrer les impôts.

Le rapport de M. Gukosky, commissaire pour les finances, dont lecture a été donnée à la dernière séance du comité exécutif central, présente la situation financière du gouvernement des Soviets sous un jour désastreux. Un budget de 43 milliards a été élaboré, mais il n'y a aucune possibilité de faire face à ces dépenses. M. Gukosky a condamné la politique des contributions et des confiscations suivie séparément par les Soviets locaux et a demandé le rétablissement des institutions de crédit.

Les *Isvestia* ont publié deux décrets. Le premier supprime le droit d'héritage ; le second remet en possession de la République toutes les raffineries de sucre et établit le monopole de l'Etat pour cette industrie.

Le conseil des commissaires de la commune de Petrograd a ordonné, par suite du monopole du coton, de suspendre le travail dans toutes les filatures et fabriques d'étoffes sur le territoire de la commune, du 8 au 22 mai.

La situation économique. — Fin 1917, l'organe russe *Novaya Zhizn* déclarait, dans un article sur la situation économique, que la capacité de production a été en décroissant de mois en mois. L'extraction mensuelle de houille, par exemple, est tombée de janvier à octobre de 154 à 115 millions de pouds (1 poud = 16 kgr. 380) ; son transport, au moyen des voies ferrées, de 109,3 à 67,8 millions de pouds. La production de naphta a été plus satisfaisante, mais son transport a décliné pendant la même période de pouds : 50 millions.

La production de fonte brute, qui s'élevait en 1916 à 173-174 millions de pouds, est tombée, en 1917, à 130 millions, tandis que le déficit sur les transports par chemins de fer atteignait en octobre 59 %. Le déficit de l'approvisionnement des usines était en octobre de 68 %. On a dû, par suite, fermer pendant les six derniers mois 586 usines ou ateliers ; 65 donnent comme motif l'absence de combustible. Depuis l'arrivée au pouvoir des Bolcheviki, la fermeture des ateliers est devenue générale, surtout à cause de l'opposition des directeurs au contrôle des ouvriers.

Conséquence de l'intervention dans les banques, le crédit a été fortement miné, et seuls les gros manufacturiers peuvent s'en procurer. La spéculation sur les vivres et même sur la monnaie a atteint des proportions inouïes. Le pillage, la corruption et l'ivrognerie règnent à nouveau comme sous l'ancien régime. En octobre, le nombre des locomotives hors d'usage était de 25 % ; depuis, il a crû

sur certaines lignes jusqu'à 30 et même 40 %. Le nombre des wagons hors d'usage est de 9 %. Les voies navigables ne sont pas mieux exploitées ; le montant des céréales transportées sur la Volga, la Kama et l'Oka est tombé de 152-158 millions à 63-64 millions de pouds.

L'article faisait remarquer en sa conclusion, et ceci fin 1917, que depuis la révolution bolcheviste, la crise économique est devenue encore plus aiguë ; les villes, le front et des districts entiers meurent de faim, et sont ravagés par l'anarchie et la maladie.

ETATS-UNIS

Le succès du troisième Emprunt de la Liberté. — Comme complément à notre information du 24 mai, disons que le chiffre global finalement officiel des souscriptions au troisième emprunt de guerre américain, de 3 milliards de dollars, est de 4 milliards 170 millions de dollars.

Rappelons que sur ce total quinze Etats de l'est ont fourni plus de la moitié, soit 1 milliard 115 millions de dollars pour le district de New-York, 362 pour celui de Philadelphie et 355 pour celui de Boston. Le gouvernement fédéral accepte la totalité des souscriptions.

Le nombre des souscripteurs à cet emprunt, dont le taux d'intérêt est de 4 1/2 %, s'est élevé à 17 millions de personnes, alors que le nombre de souscripteurs au premier et au second emprunt de guerre avait été respectivement de 4 millions et demi et 9 millions et demi ; c'est là une preuve que l'esprit de guerre a pénétré dans toutes les masses américaines jusque dans l'ouest et le centre. Une autre indication dans ce sens est fournie par l'enthousiasme avec lequel le public américain vient de répondre au second appel de fonds d'un montant de 100 millions de dollars fait par la Croix-Rouge américaine après la clôture de l'emprunt.

En une semaine, qui s'est terminée le 26, les souscriptions se sont élevées à environ 150 millions de dollars, dont la ville de New-York, qui compte deux millions de souscripteurs, soit le tiers de sa population, en a fourni 35 millions.

La situation du Trésor aux Etats-Unis. — La situation du Trésor aux Etats-Unis au 30 avril 1918 s'établit comme suit comparativement au 31 mars 1918 et au 31 juillet 1914 :

Trésor des Etats-Unis			
(En millions et centaines de mille dollars)			
	31 juill. 1914	31 mars 1918	30 avril 1918
Encaisse :			
Or.....	1.254.9	2.405.8	2.413.9
Argent.....	526.1	540.4	493.2
Total de l'encaisse.....	1.781.0	2.946.2	2.907.1
Circulation :			
Greenbacks et autres billets.....	343.9	342.0	345.2
Certificats d'or.....	974.4	1.222.0	1.179.5
— d'argent et billets du Trésor de 1890.....	477.0	454.7	444.0
Total de la circulation.....	1.795.3	2.018.7	1.968.7
Dépôts dans les Banques nationales et les Banques de réserve fédérale.....			
	62.2	820.0	95.0
Disponible dans les caisses du Trésor.....			
	81.6	192.1	884.5
Total de l'encaisse disponible....	143.8	1.012.1	929.5

Plus de 60 milliards de crédits de guerre. — La Chambre des représentants vient de passer au vote de crédits pour l'armée les plus considérables dans l'histoire des Etats-Unis. Les crédits comportent 12 milliards 42 millions de dollars et autorisent le président Wilson à appeler au service militaire tous les hommes qui peuvent être entraînés et équipés.

On mande de Washington, qu'après avoir consulté le président Wilson, M. Mac Adoo, secrétaire du Trésor, a informé les chefs de groupe à la Chambre des Représentants que de nouvelles mesures législatives pour l'augmentation des revenus nationaux seront indispensables pendant la session actuelle. Le gouvernement propose de majorer l'impôt sur le revenu et d'imposer les objets de luxe, y compris probablement les automobiles.

A l'heure actuelle, les impôts produisent environ 4 milliards par an, tandis que le gouvernement a besoin de 7 à 8 milliards de dollars. On croit que le gouvernement demandera au Congrès l'autorisation de faire émettre des emprunts jusqu'à concurrence de 16 milliards de dollars.

L'exportation du blé. — Les exportations du blé des Etats-Unis, pendant les sept dernières campagnes agricoles, ont subi d'importantes variations qu'indique le tableau suivant dont les éléments ont été publiés par le *Bureau of Estimates* du Département de l'Agriculture des Etats-Unis.

Dans les chiffres ci-après sont comprises les exportations de farine de froment, celles-ci étant converties en quantités correspondantes de grain.

	Campagnes agricoles		Exportations	
	Or	Argent	(Milliers d'hectolitres)	
1910-1911.....	24.259			
1911-1912.....	27.891			
1912-1913.....	50.008			
1913-1914.....	50.957			
1914-1915.....	116.361			
1915-1916.....	85.084			
1916-1917.....	71.298			

Durant la période considérée, l'exportation maximum s'est produite en 1914-1915, atteignant 116 millions 361.000 hectolitres, contre 85.084.000 hectolitres en 1915-1916 et 71.298.000 hectolitres en 1916-1917. La répartition par mois du total des exportations de blé constatées en 1916-1917 s'établit ainsi :

	1916		1917	
	hectol.	hectol.	hectol.	hectol.
Juillet.....	3.704		Janvier.....	8.401
Août.....	5.222		Février.....	4.746
Septembre.....	6.356		Mars.....	4.346
Octobre.....	5.646		Avril.....	6.477
Novembre.....	6.652		Mai.....	5.729
Décembre.....	6.541		Juin.....	7.478

ALLEMAGNE

Mesures pour l'après-guerre. — L'office de guerre allemand a examiné la question des achats effectués à l'étranger, pendant la guerre, de marchandises livrables à la cessation des hostilités. A la date du 1^{er} mars, il a déclaré qu'en principe les contrats de cette nature, relatifs à la livraison de matières premières industrielles, de denrées alimentaires, de fourrages, de produits demi-manufacturés et manufacturés ne pourraient être passés qu'au compte des commerçants et des industriels et non à celui de l'Etat. En cas de besoin, exception sera faite à cette règle en ce qui concerne les denrées alimentaires de première nécessité. Cette déclaration de principe est assez imprévue ; on semblait s'attendre en Allemagne, au moins

pour les matières premières, à une réglementation analogue à celle qui a été adoptée en Autriche, c'est-à-dire à une mainmise partielle de l'Etat sur les importations.

Banque Impériale d'Allemagne. — Le bilan de la Banque Impériale d'Allemagne, au 23 mai 1918 accuse, sur celui du 15 mai 1918, les variations suivantes :

	15 mai 1918	23 mai 1918	Compar.
(En millions de marks)			
Encaisse or.....	2.345	2.346	+ 1
— argent.....	120	120	»
Billets de l'Empire et bons des Caisses de prêts.....	1.556	1.517	- 39
Portefeuille d'es-compte.....	14.546	14.000	- 546
Avances.....	6	8	+ 2
Portefeuille titres....	91	93	+ 2
Circulation.....	11.804	11.700	- 104
Dépôts.....	7.751	7.333	- 418

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque Impériale d'Allemagne (Millions de marks).

Dates	Encaisse		Billets de l'Empire (1)	Circulation	Comptes courants et dépôts	Portefeuille	Avances	Taux de l'escompte
	Or	Argent						
31 juil. 1914	1.253	275	33	2.909	1.258	2.081	202	5 %
7 août 1914	1.478	118	97	3.897	1.879	3.737	226	6 %
30 mars 1918	2.409	118	1.550	11.970	9.080	16.024	6	5 %
6 avril 1918	2.409	119	1.533	11.917	7.595	14.203	6	»
15 — 1918	2.409	119	1.468	11.727	7.375	13.965	6	»
23 — 1918	2.345	120	1.473	11.564	6.299	12.699	7	»
30 — 1918	2.345	120	1.543	11.821	7.055	13.888	9	»
7 mai 1918	2.345	120	1.551	11.802	6.857	13.578	6	»
15 — 1918	2.345	120	1.556	11.804	7.751	14.546	6	»
23 — 1918	2.346	120	1.517	11.700	7.333	14.000	8	»

En outre, au 23 mai 1918, il y avait en circulation dans le public 6.951 millions de marks de billets de Caisses de Prêts et 345 millions de marks des Bons de Caisse de l'Empire.

(1) Depuis le 7 août 1914, les bons des Caisses de prêts (Darlehenskassenscheine) sont compris au bilan avec les billets de l'Empire (Reichskassenscheine).

Graines allemandes. — La menace, qui deviendra certainement une réalité après la paix, du boycottage des produits allemands, n'est pas sans impressionner nos ennemis.

Loïn de prendre une telle menace à la légère, ils en ont, au contraire, saisi et mesuré sur le champ la portée terrible.

Témoins, les aveux contenus dans l'article très sombre que M. Bernhard Dernburg, l'ancien secrétaire d'Etat de l'Empire allemand, vient de consacrer à la question dans la *Neue Freie Presse* :

« La seule portée de la menace de Wilson, écrit-il, est de constituer de la sorte une « compensation » aux grands succès territoriaux des puissances centrales dans l'Est et dans l'Ouest, succès auxquels l'Entente n'a rien à opposer, à l'exception des colonies allemandes et d'une partie de l'Empire turc : il indique ainsi un des objets sur lesquels il faudra traiter lors des négociations de paix.

« Il ne servirait à rien de se dissimuler qu'il s'agit là d'un objet de compensation d'une portée très puissante, cela ressort de la situation. La restitution des colonies allemandes, même avec un bon morceau d'Afrique, ne permettrait pas aux

puissances centrales d'assurer elles-mêmes leurs besoins en matières premières. »

« Il y a encore des producteurs neutres, mais il n'y en a plus que très peu ; ni la Suède, ni l'Espagne, ni les colonies hollandaises ne peuvent nous livrer le nécessaire, même si elles fournissent de précieux apports. »

« Le reste du monde, jusqu'au Mexique, à l'Argentine et au Chili, s'est rangé du côté de nos ennemis, et, comme la souveraineté de ces Etats leur permet de donner la direction souhaitée à leur commerce d'exportation et d'importation, rien ne les empêcherait de prolonger leur législation de guerre après le temps de guerre. »

Comme M. Dernburg croit, en outre, que « le monde entier devra se rationner après la guerre », il entrevoit déjà le fonctionnement d'une « commission internationale d'arbitrage », qui sera chargée d'organiser ce rationnement et naturellement... d'assurer aux puissances centrales leur part qui, sans cela, risquerait fort de s'évanouir presque complètement. Or, une telle commission ne pourrait être créée que suivant « convention entre tous les Etats, dont les Empires centraux auront grande chance d'être exclus. »

« Par une paix de pure violence, conclut-il, il n'y a pour ainsi dire rien à obtenir ; il faut une paix de conciliation, à laquelle nous sommes et demeurons prêts, mais nous ne pourrions la conclure que si nos adversaires parviennent à la même opinion et à la même sagesse. »

Cette modération finale est singulièrement caractéristique.

Union économique austro-allemande. — Un congrès des associations économiques d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie s'est tenu à Baden, près de Vienne, en présence du président du conseil autrichien Seidler, du comte de Wedel, ambassadeur d'Allemagne, et du comte Burian, ministre commun des affaires étrangères.

Le ministre autrichien du commerce, M. Wieser, a affirmé qu'aucun des Etats intéressés ne doit renoncer à son indépendance économique.

L'ambassadeur comte de Wedel a déclaré, au sujet du problème du Mitteleuropa, qu'il s'agissait de trouver une solution juste pour les deux empires, sauvegardant leur indépendance économique, évitant les tendances hostiles à l'étranger et n'empêchant pas la conclusion des traités de commerce dans l'avenir.

Le congrès a adopté une résolution approuvant le développement de l'alliance des deux pays, affirmant qu'il est de l'intérêt des Empires centraux d'être unis non seulement politiquement, mais économiquement, de façon à former une communauté économique, qui contribuera à leur prospérité comme à celle des Etats de l'Europe orientale.

Les renseignements officieux qu'on publie en Allemagne et en Autriche-Hongrie à ce sujet semblent destinés à tromper les nations de l'Entente.

On indique, en effet, que les puissances centrales ne cherchent pas à forger une arme de guerre économique. Il n'est question que de créer entre elles un régime commercial nouveau, qui serait plus qu'un simple traité de commerce, mais moins qu'un union douanière et même moins qu'un régime général de préférence réciproque. Les contractants ne voudraient qu'organiser l'« interpénétration » de leurs marchés.

Toutes ces formules adoucies ont pour but, en réalité, de laisser subsister dans les relations internationales le régime dit « traitement de la nation la plus favorisée ». L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie s'efforcent de faire croire que, même unies par leurs nouvelles conventions économiques, elles pourront encore concéder aux Etats étrangers — et

par conséquent réclamer pour elles-mêmes — le bénéfice de ce traitement. Elles voudraient en effet inscrire la clause de la nation la plus favorisée dans les futurs traités de paix, tout en se réservant subrepticement, l'un envers l'autre, des avantages particuliers.

Nouvel impôt sur le revenu en Prusse. — Le *Tägliche Rundschau* de Berlin annonce que le ministre des finances de Prusse a l'intention de proposer l'établissement d'un nouvel impôt sur le revenu, qui assurerait à l'Etat une recette supplémentaire d'un milliard de marks.

AUTRICHE-HONGRIE

La crise alimentaire. — La famine est le mot employé par tous les journaux autrichiens pour décrire la situation en Styrie, en Bohême allemande, dans les provinces du littoral, la Bosnie et l'Herzégovine.

La *Lavoratore*, de Trieste, consacre plusieurs colonnes à des offres de toutes sortes d'articles en échange de vivres.

D'après une dépêche de Berlin, M. von Waldow, le dictateur des vivres en Allemagne, accompagné d'un nombreux état-major de fonctionnaires et d'officiers allemands et autrichiens, se rendra prochainement à Budapest pour régler définitivement la répartition de la récolte hongroise.

A ce propos, on mande de Berlin que, selon les termes de la convention récemment conclue, la Hongrie enverra, dès le mois de juin, une partie de sa récolte en céréales à destination de l'Autriche et de l'Allemagne. Il a été décidé, en effet, que le premier pays qui terminerait sa récolte ravitaillerait ses alliés.

La *Nouvelle Presse Libre* de Vienne déclare que les prévisions optimistes au sujet des récoltes hongroises ne sont pas justifiées, des dégâts considérables ayant été occasionnés par les grands froids en mars, suivis par la sécheresse en avril. Il n'est pas improbable que la récolte de blé et d'orge soit moyenne ; celle de l'avoine, au contraire, est compromise par les gelées.

Le huitième emprunt de guerre autrichien et la dette. — Ainsi que nous l'avons annoncé, le huitième emprunt de guerre autrichien est présenté sous forme de Rentes amortissables 5 1/2 % ou de Bons du Trésor 5 1/2 %, au choix des souscripteurs. Les Bons du Trésor sont d'une durée de six années, avec cette particularité que le porteur ne peut qu'après un préavis de six mois en demander le remboursement au terme d'échéance, sans quoi les Bons sont automatiquement renouvelés pour une autre durée de six ans, tandis que l'Etat, de son côté, peut les rembourser à son gré. La Rente est émise à 92 1/2 % et les Bons du Trésor sont offerts à 96 %.

Le député Kraft, rapporteur de la commission du budget autrichien sur la dette publique, a envoyé au ministre des Finances une lettre constatant que la dette de guerre de l'Autriche, à l'exclusion de la Hongrie, s'élevait le 24 mai, à 59.260 millions. La circulation des billets de banque représentait un total de 23 milliards de couronnes.

M. Kraft ajoute que c'est à tort que la Hongrie essaie de rendre l'Autriche responsable de l'augmentation du papier-monnaie. La Hongrie, et notamment ses agriculteurs, s'enrichit aux frais de l'Autriche, qui supporte le plus grand poids du fardeau de la guerre.

PAYS SCANDINAVES

Accord entre la Suède et l'Entente. — Un accord commercial et maritime vient d'être signé entre la Suède, d'une part, et la Grande-Bretagne et ses alliés d'autre part.

Le traité met quatre cent mille tonnes à l'entière disposition de l'Entente, ce qui fait environ deux cinquièmes du tonnage suédois. L'Entente payera à la Suède le fret à cinquante shillings la tonne par mois, moitié comptant, moitié en charbons anglais. La Suède recevra en outre plus d'un million de tonnes de céréales panifiables et de matières premières. En même temps elle s'engage à diminuer son exportation de minéraux de fer en Allemagne de six millions de tonnes à trois millions et demi ou quatre au maximum par mois.

Le traité est valable pour six mois avec droit de prolongation automatique. La conclusion doit être considérée comme une victoire de la diplomatie de l'Entente, qui reçoit le droit de disposer d'un tonnage considérable en même temps que l'exportation de fer en Allemagne diminue.

Le tonnage danois pour l'Entente. — On annonce l'arrivée à Washington d'une mission danoise ayant pour but de négocier l'échange de produits américains et anglais indispensables au Danemark contre le tonnage danois.

D'après certains membres de la mission, l'Allemagne aurait présenté un ultimatum au gouvernement danois, le sommant de retirer immédiatement les 400.000 tonnes mises à la disposition des alliés par ce pays.

La situation économique du Danemark. — Les dernières statistiques que vient de publier le gouvernement danois contiennent des renseignements intéressants sur la hausse du coût de la vie au Danemark pendant la guerre. On a pris comme base les dépenses d'une famille d'ouvriers de cinq personnes, et on a supposé que la consommation restait identique. Ces dépenses annuelles, qui se chiffraient par 2.000 couronnes en juillet 1914, sont passées, en juillet 1915, à 2.326 couronnes, en juillet 1916 à 2.718 couronnes, en juillet 1917 à 3.094 couronnes, et en février 1918 à 3.322 couronnes. En d'autres termes, de juillet 1914 à juillet 1917, l'augmentation a été d'environ 350 couronnes par an ; elle a atteint 228 couronnes pour les six mois compris entre juillet 1917 et février 1918. Si l'on représente par 100 les dépenses afférentes au mois de juillet 1914, les chiffres relatifs aux mois ultérieurs envisagés sont les suivants :

	Denrées alimentaires	Autres dépenses	Dépenses totales (en moyenne)
Juillet 1914.....	100	100	100
— 1915.....	128	106	117
— 1916.....	146	127	136
— 1917.....	166	144	155
Février 1918.....	173	160	166

La vie au Danemark coûte donc exactement 66 % de plus actuellement qu'avant la guerre. Les familles ayant avant la guerre un revenu annuel de 2.000 couronnes le dépensaient ainsi : nourriture, 950 couronnes ; autres dépenses, 1.050 couronnes. Aujourd'hui, il faudrait consacrer 1.642 couronnes pour la nourriture et 1.680 couronnes aux autres dépenses.

Le prix des vêtements est passé de 270 couronnes à 567 couronnes ; le chauffage et l'éclairage de 100 à 275 couronnes ; le loyer et l'entretien de 330 à 404 couronnes ; les autres dépenses (repas à l'extérieur, tabac, journaux, etc.), de 140 à 224 couronnes.

Proportionnellement, c'est sur le chauffage et l'éclairage que la hausse est la plus forte : son évaluation la plus basse est de 175 %, en tenant compte du prix réduit auquel la municipalité distribue les rations de coke et en supposant que la quantité livrée au prix le plus bas représente la presque totalité de la consommation du gaz. Vien-

nent ensuite la hausse des vêtements et chaussures (110 %), et celle des denrées alimentaires (73 %).

Si on compare la situation du Danemark à celle des autres pays scandinaves, on constate qu'en Suède la hausse atteint le même pourcentage pour le chauffage et l'éclairage (175 %) ; mais les vêtements ont augmenté de 150 % et la nourriture (au sens large du mot) de 114 %, renchérissements très supérieurs à ceux constatés au Danemark. La hausse du coût de la vie, depuis 1914, calculée sur les mêmes bases qu'au Danemark, est, en Suède, de 92 %, contre 66 % au Danemark.

Lois, Décrets et Arrêtés

30 Mai. — Loi concernant l'évaluation de la propriété immobilière en matière de successions, donations et échanges.

1^{er} Juin. — Décret modifiant le mode de répartition des produits d'amendes et confiscations en matière de douanes.

2 Juin. — Décret élevant à 700 millions le maximum du chiffre des émissions de la Banque d'Algérie.

Revue Commerciale

La situation agricole. — Le *Journal officiel* du 4 juin a publié les résultats comparatifs des enquêtes du ministère de l'agriculture sur les superficies ensemencées et la situation des cultures au 1^{er} mai des années 1918 et 1917.

Voici d'abord la comparaison des superficies ensemencées, tant en céréales de printemps qu'en céréales d'hiver :

	1917	1918
	(Hectares)	
Blé.....	4.207.580	4.826.743
Méteil.....	84.485	87.000
Seigle.....	809.735	786.035
Orge.....	596.705	565.040
Avoine.....	2.605.070	2.924.810

A noter que les ensemencements de blés de printemps ont été inférieurs à ceux de l'an dernier (281.563 hectares, au lieu de 388.080), mais, comme nous l'avions fait prévoir, on a semé plus de blés d'hiver que ne l'indiquait la précédente enquête officielle (4.545.180 hectares, au lieu de 3.819.450, soit 725.000 hectares de plus en nombre rond).

Voici, d'autre part, la comparaison des moyennes générales des états de culture. Rappelons que 100 signifie très bon, 80 bon, 60 assez bon, 50 passable :

	1917	1918
Blé.....	—	—
Méteil.....	52	74
Seigle.....	57	74
Orge.....	56	70
Avoine.....	62	72
	60	72

Il n'y a en somme d'augmentation des superficies ensemencées que pour le blé et l'avoine. Mais l'intérêt de l'enquête du ministère de l'agriculture réside moins dans cette augmentation que dans la comparaison des états de culture, comparaison toute à l'avantage des récoltes de 1918 et qui permet de prévoir, si le temps reste favorable, des rendements beaucoup plus élevés qu'en 1917.

Le recensement du bétail. — M. Victor Boret, ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, a dernièrement fait approuver par le Conseil des ministres deux décrets publiés par le *Journal offi-*

ciel du 29 mai dernier et qui complètent la série des mesures prises en vue d'améliorer le ravitaillement en viande de la population civile.

Un premier décret institue un recensement général du cheptel, qui permettra de substituer aux statistiques estimatives des statistiques précises et fondées sur la déclaration obligatoire.

Ce recensement général, qui sera fait à la date du 30 juin et qui pourra du reste être renouvelé périodiquement, nous donnera le moyen de fixer désormais les contingents communaux d'une façon rigoureusement conforme aux disponibilités. Au cas où il deviendrait nécessaire de confier à l'Etat le monopole de l'achat du bétail, c'est dans ce recensement général que le gouvernement trouverait les éléments d'informations nécessaires pour l'application de cette mesure.

Le second décret a pour objet de réglementer le commerce du bétail à Paris en y introduisant diverses réformes.

Afin d'obtenir la parité des cours, l'obligation est faite désormais aux marchands de bestiaux de faire passer tous leurs animaux par le marché de la Villette. C'est la suppression des ventes en gares et des bouveries clandestines.

Désormais, pour éviter la spéculation, les animaux invendus seront réquisitionnés et devront être abattus avant la tenue du marché suivant.

Enfin, les cours du marché de la Villette ont été fréquemment faussés par des réexpéditions abusives de bétail sur des départements d'où il provenait. Le décret met un terme à cette pratique. Les départements sur lesquels les réexpéditions sont considérées comme normales seront rigoureusement déterminés, et aucune réexpédition ne pourra plus avoir lieu que sur l'autorisation spéciale du préfet de police.

En outre, le 31 mai, un autre décret réglementait la vente de la viande sur pied et un arrêté fixait les prix maxima de vente de la viande de bœuf. La mesure pourra être étendue aux autres viandes de boucherie et au porc si les cours pratiqués le justifient.

PETITES NOUVELLES

◆ L'action du *Crédit Foncier* conserve ses dispositions les plus favorables à 706.

Ce cours comprend un coupon de 15 fr., solde de dividende, à détacher le 1^{er} juillet prochain.

Les obligations foncières et communales n'ont rien perdu de leur fermeté.

Les titres de l'emprunt 1917 continuent de bénéficier d'une exceptionnelle faveur : les obligations libérées à 348, les non libérées à 316,50.

Un versement de 23 fr. 25 net est exigible sur ces derniers titres du 12 au 25 juin.

◆ D'après l'ordonnance du préfet de police, en date du 20 décembre 1917 (publiée ici même le 4 janvier 1918), la Bourse sera fermée tous les samedis, de juin à septembre inclus. C'est samedi dernier 1^{er} juin qu'a commencé le nouveau service.

◆ L'assemblée des présidents de Chambre de commerce a voté l'ordre du jour suivant concernant l'impôt de 40 0/0 sur les industries de luxe et la taxe sur les paiements :

L'assemblée, rappelant le vœu qu'elle a émis dans sa séance du 19 mars 1918, proteste contre le principe d'une taxe élevée sur les objets de luxe si contraire aux véritables intérêts de l'industrie française ;

Demande que, tout au moins, si cette taxe doit être maintenue, elle ne soit appliquée que durant

la guerre, qu'elle frappe seulement la partie du prix qui dépasse la limite à partir de laquelle l'objet rentre dans la catégorie des articles de luxe, ainsi que l'avait demandé à l'unanimité la commission de classement ;

Emet le vœu que sur cette nouvelle base les tableaux A et B soient révisés par ladite commission.

Au sujet de la taxe de 0 fr. 20 %, l'assemblée a été d'avis qu'il y avait lieu de maintenir une distinction entre les consommations personnelles proprement dites et les consommations opérées pour les besoins d'un commerce ou d'une industrie, distinction qui résulte tant de la loi qui a été votée que des explications du ministre affirmant qu'il n'y aurait aucun double emploi dans l'impôt. Elle a demandé, en conséquence, que les règlements et circulaires administratifs, qui ont méconnu l'esprit de la loi sur ce point, soient rapportés.

◆ Un télégramme de Rome annonce que le ministre du Trésor a signé un décret, qui entrera en vigueur le 10 juin, d'après lequel les exportations de marchandises ne seront autorisées que contre la cession à l'*Institut National des Changes* de devises représentant le prix de vente.

Marché Financier

Paris, le 6 juin 1918.

Les événements militaires retiennent exclusivement l'attention et les affaires s'en trouvent fortement réduites. La tendance générale, pourtant, est résistante.

La fermeté de nos Rentes ne se dément pas. Notons que notre 4 % a détaché, le 1^{er} juin, son coupon trimestriel de 1 franc.

Sur le reste de la cote, signalons une forte demande sur tout le groupe espagnol, notamment sur l'Extérieure.

Parmi les derniers cours cotés nous relevons :

Au Parquet. — Au comptant : 3 %, 60 ; 5 %, 88 ; 4 %, 68,65 ; Banque de France, 5.260 ; Banque de Paris et des Pays-Bas, 930 ; Crédit Foncier, 706 ; Crédit Lyonnais, 1.030 ; Compagnie Algérienne, 1.375 ; Actions Est, 748 ; P.-L.-M., 910 ; Orléans, 1.105 ; Midi, 940 ; Nord, 1.179 ; Ouest, 715 ; Métropolitain, 405 ; Nord-Sud, 118 ; Omnibus, 388 ; Voitures à Paris, 346 ; Suez, 4.870 ; Thomson-Houston, 680 ; Boléo, 815 ; Penarroya, 1.175 ; Extérieure 143,60 ; Russe 5 % 1916, 47,75 ; Serbe 5 % 1913 (Monopoles), 57 ; Andalous, 461 ; Saragosse, 525 ; Rio-Tinto, 1.828 ; Briansk, 161 ; Prowodnik, 160 ; Naphte, 170 ; Tréfileries du Havre, 221 ; Montbard-Aulnoye, 486 ; Etablissements Bergougnan, 1.447.

Marché en Banque. — Au comptant : Toulou, 385 ; Maltzof, 304 ; Platine, 369 ; Cape Copper, 90,25 ; De Beers ordinaire, 366,50 ; Mount Elliott, 97 ; Spassky, 29,75 ; Bakou, 1.001 ; Utah, 610 ; Spies, 10 ; Chartered, 21 ; East Rand, 8,50 ; Rand Mines, 77,50 ; Modderfontein B, 210,50 ; Malacca ordinaire, 118,50 ; Financière des caoutchoucs, 185.

Marché de Londres (derniers cours). — Consolidés, 56 ./.; Emprunt 3 1/2, 87 1/8 ; Emprunt français, 77 5/8 ; South Eastern, 35 1/2 ; Ontario, 23 ./.; United Steel com, 109 ./.; Canadian Pacific, 157 ./.; Rand Mines, 2 11/16 ; De Beers, 12 5/8 ; Rio Tinto, 66 1/2.

Marché de New-York (derniers cours). — Atchison Topeka, 84 1/2 ; Calumet, 438 ; Canadian Pacific, 146 ./.; General Electric, 149 ./.; Louisville Nash, 11 ./.; Southern Pacific, 83 ./.; United Steel com, 100 1/4 ; Union Pacific, 120 1/2 ; Argent en barres, 99 1/2.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris. — Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart, imp.